



## Over dit boek

Dit is een digitale kopie van een boek dat al generaties lang op bibliotheekplanken heeft gestaan, maar nu zorgvuldig is gescand door Google. Dat doen we omdat we alle boeken ter wereld online beschikbaar willen maken.

Dit boek is zo oud dat het auteursrecht erop is verlopen, zodat het boek nu deel uitmaakt van het publieke domein. Een boek dat tot het publieke domein behoort, is een boek dat nooit onder het auteursrecht is gevallen, of waarvan de wettelijke auteursrechttermijn is verlopen. Het kan per land verschillen of een boek tot het publieke domein behoort. Boeken in het publieke domein zijn een stem uit het verleden. Ze vormen een bron van geschiedenis, cultuur en kennis die anders moeilijk te verkrijgen zou zijn.

Aantekeningen, opmerkingen en andere kanttekeningen die in het origineel stonden, worden weergegeven in dit bestand, als herinnering aan de lange reis die het boek heeft gemaakt van uitgever naar bibliotheek, en uiteindelijk naar u.

## Richtlijnen voor gebruik

Google werkt samen met bibliotheken om materiaal uit het publieke domein te digitaliseren, zodat het voor iedereen beschikbaar wordt. Boeken uit het publieke domein behoren toe aan het publiek; wij bewaren ze alleen. Dit is echter een kostbaar proces. Om deze dienst te kunnen blijven leveren, hebben we maatregelen genomen om misbruik door commerciële partijen te voorkomen, zoals het plaatsen van technische beperkingen op automatisch zoeken.

Verder vragen we u het volgende:

- + *Gebruik de bestanden alleen voor niet-commerciële doeleinden* We hebben Zoeken naar boeken met Google ontworpen voor gebruik door individuen. We vragen u deze bestanden alleen te gebruiken voor persoonlijke en niet-commerciële doeleinden.
- + *Voer geen geautomatiseerde zoekopdrachten uit* Stuur geen geautomatiseerde zoekopdrachten naar het systeem van Google. Als u onderzoek doet naar computervertalingen, optische tekenherkenning of andere wetenschapsgebieden waarbij u toegang nodig heeft tot grote hoeveelheden tekst, kunt u contact met ons opnemen. We raden u aan hiervoor materiaal uit het publieke domein te gebruiken, en kunnen u misschien hiermee van dienst zijn.
- + *Laat de eigendomsverklaring staan* Het “watermerk” van Google dat u onder aan elk bestand ziet, dient om mensen informatie over het project te geven, en ze te helpen extra materiaal te vinden met Zoeken naar boeken met Google. Verwijder dit watermerk niet.
- + *Houd u aan de wet* Wat u ook doet, houd er rekening mee dat u er zelf verantwoordelijk voor bent dat alles wat u doet legaal is. U kunt er niet van uitgaan dat wanneer een werk beschikbaar lijkt te zijn voor het publieke domein in de Verenigde Staten, het ook publiek domein is voor gebruikers in andere landen. Of er nog auteursrecht op een boek rust, verschilt per land. We kunnen u niet vertellen wat u in uw geval met een bepaald boek mag doen. Neem niet zomaar aan dat u een boek overal ter wereld op allerlei manieren kunt gebruiken, wanneer het eenmaal in Zoeken naar boeken met Google staat. De wettelijke aansprakelijkheid voor auteursrechten is behoorlijk streng.

## Informatie over Zoeken naar boeken met Google

Het doel van Google is om alle informatie wereldwijd toegankelijk en bruikbaar te maken. Zoeken naar boeken met Google helpt lezers boeken uit allerlei landen te ontdekken, en helpt auteurs en uitgevers om een nieuw leespubliek te bereiken. U kunt de volledige tekst van dit boek doorzoeken op het web via <http://books.google.com>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

SOUVENIRS

D'UN

**EX-JOURNALISTE**

1820-1841,

Par P. Febrocquy.



BRUXELLES.

JULES GÉRUZET, LIBRAIRE,

Rue de l'Écuyer, 2.

1842



SOUVENIRS

DE

**EX-JOURNALISTE.**

---

**Imprimerie de Delevingne et Callewaert.**

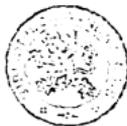
**SOUVENIRS**

n° 111

# **EX-JOURNALISTE**

(1820-1841),

Par **P. Lebrocquy.**



**BRUXELLES.**

**JULES GÉRUZET, LIBRAIRE,**

Rue de l'Écuyer, 2.

1842



---

## EXPLICATIONS INDISPENSABLES.

---

J'ai publié le *Réveil de Gand*, journal qui, malgré son début brillant sous le rapport de la clientèle des abonnés, tomba néanmoins promptement par des causes que j'expliquerai plus loin.

Pendant sa courte existence, j'ai eu à souffrir tout ce que peut inventer d'injures et de calomnies la haine de parti poussée jusqu'à la rage. Les hommes du *Messenger de Gand et des Pays-Bas* m'ont fait une guerre infâme. Ils ont tenté d'assassiner moralement l'homme privé aussi bien que l'homme politique. Six mois durant ils m'ont fait passer pour un misérable, perdu de mœurs, perdu d'honneur, qui, séduit par une poignée d'écus, aurait déserté la cause de ses convictions pour défendre effrontément des opinions que jusques-là il avait combattues publiquement.

Longtemps je fus sans repousser ces odieuses attaques. Des hommes à qui je dois du respect, et qui d'ailleurs avaient sur le *Réveil* une influence légi-

\*

time, m'engageaient au silence, disant que mon passé, pur de tout acte infamant, et la marche du journal auraient suffi pour confondre mes calomniateurs. Puis, quand ma patience fut à bout, et que, malgré eux, j'élevai la voix, leurs instances obtinrent de moi que j'interrompisse ma réponse commencée. Mon journal avait disparu, que ma défense restait encore incomplète.

Mes honorables conseillers, dans leur honnêteté confiante, avaient refusé d'admettre que des accusations aussi stupides et aussi grossières pussent être dangereuses pour moi. Ils s'étaient trompés, et j'appris à mon tour qu'il n'est point de calomnie, si absurde qu'elle soit, dont il ne reste quelque chose. Les clabauderies de la malveillance et de la sottise, échos survivant aux clameurs outrageantes du *Messenger*, m'avertirent que j'avais à prouver que de ma part la fondation du *Réveil* n'avait pas été une spéculation honteuse, un vil trafic de conscience. Une justification publique devenait nécessaire. Je me la devais à moi-même, je la devais plus encore à mes sept enfans; car je pouvais bien me résigner à leur léguer la pauvreté, mais non pas le déshonneur.

Je ne songeai d'abord qu'à m'occuper des faits qui se rapportaient plus spécialement à la création et à la publication du *Réveil*; je voulais me borner à dire qui j'étais et quels étaient mes accusateurs, puis raconter par qui avait été fondé le *Réveil*, ce qu'il avait

voulu, et quelles sympathies il avait rencontrées dans l'opinion même qu'on me reprochait d'avoir trahie; mais à mesure que je scrutais mes antécédens politiques et ceux de mes ennemis, le cercle à mes yeux s'élargissait; de détail en détail, je repassai en idée toutes les époques de ma vie de journaliste, et je vis ou je crus voir que, sous une forme plus agréable et plus intéressante, j'accomplirais tout aussi sûrement mon œuvre apologétique, si je faisais quelques pas de plus, si je rappelais tout ce que j'avais éprouvé et observé pendant vingt-et-un ans de combats dans la presse périodique, si, en un mot, je publiais des espèces de mémoires. Cette idée me sourit et je l'adoptai.

De là ces *Souvenirs*. Voilà comment ce qui était d'abord destiné à n'être qu'une brochure de quelques pages est devenu tout un volume.

Mon travail justificatif devait paraître plus tôt, au mois de novembre dernier; mais un incident politique inattendu vint en différer la publication. J'avais à parler assez longuement d'une conspiration dont je croyais le projet abandonné depuis longtemps, et tout-à-coup on annonçait la découverte d'un complot qui paraissait avoir une analogie frappante avec celui où j'avais joué le rôle, sinon de complice, du moins de confident. Je crus de mon devoir de me taire et je suspendis l'impression du livre, de crainte d'aggraver le sort du général

Van der Meeren et de ses coaccusés. Mais aujourd'hui que je me suis convaincu que je n'ai rien à dire de l'époque et des faits dans lesquels s'est renfermé l'acte d'accusation, et que d'ailleurs le jury a prononcé, les mêmes scrupules ne doivent plus m'arrêter : les détails que je donne sur l'ancienne conspiration orangiste n'ont plus, comme tout le reste de l'ouvrage, qu'un intérêt purement historique.

Mes *Souvenirs* vont donc voir le jour.

J'aurais pu prodiguer les noms propres; j'en ai été au contraire fort avare, car je ne viens pas faire du bruit et du scandale à plaisir. Je n'ai nommé ou désigné des personnes que pour autant que l'exigeaient l'intelligence de mon sujet et le but que je poursuis.

Je n'ai pas dit tout ce que pourrais dire, mais tout ce que je dis est vrai. Je n'ai pas besoin de faire de longs efforts pour en convaincre tous ceux qui me connaissent; ils savent que je n'ai pas abjuré la devise de mon pays : *Franc et loyal*. Du reste, s'il n'est personne qui puisse, comme moi, attester la vérité de l'ensemble de mon récit, j'ai la certitude que, pour chaque fait particulier, indépendamment de la notoriété publique, il se trouvera plus d'un homme respectable qui, en le lisant, s'écriera : C'est ainsi, j'en ai été témoin.

Premières armes.— *Letter- en Staatkundig Dagblad.*  
*Journal de Gand.*— M. Ch. Froment.

(1820—1822).

Quoique je ne sois pas encore bien vieux, je compte déjà cependant parmi les vétérans de la presse périodique belge. Mes services dans le journalisme datent de loin; j'y débutai dans les rangs infimes, et, ainsi qu'on le verra, j'ai, comme certains militaires, conquis chacun de mes grades lentement et sur le champ de bataille.

Athlète émérite de la presse, ce sont donc les luttes auxquelles j'ai pris part que je vais raconter. Moi, je crois que les faits et les observations que j'ai à présenter ne sont dénués ni d'intérêt ni d'instruction. Puisse le public, en lisant ces pages, si ces pages trouvent un public, ne pas reconnaître que, comme tant d'autres conteurs, je me suis fait illusion!

J'ai fait mes premières armes à Gand, au commencement de 1820, dans le *Letter- en staatkundig Dagblad*, journal hollandais que venait de fonder mon frère. Le gouvernement d'alors voyait cette publication de bon œil et il en avait favorisé la création. Rien n'y fit. Le nouveau journal ne put vaincre les préventions qui dès ce temps-là régnaient contre le néerlandais, même dans les provinces flamandes : la mesure qui rendait le flamand ou hollandais obligatoire comme langue officielle à dater de 1823, avait déjà été promulguée. On sait combien l'opposition à cette mesure fut vive. Elle était fondée en raison de la part de quelques personnes chez lesquelles cette innovation froissait des habitudes de plus de vingt ans; elle était infiniment moins raisonnable de la part de beaucoup d'autres, qui ne faisaient qu'obéir au préjugé, à la mode, à l'engouement de l'époque, et qui, foncièrement Flamandes en tout, ne s'étaient mises à aimer exclusivement le français que parce qu'elles y trouvaient l'attrait du fruit défendu. Si, comme on doit le faire souvent en politique, et comme il le fit trop rarement, le gouvernement des Pays-Bas avait tenu compte de ces préjugés; s'il avait su ménager les caprices en vogue; si, en un mot, au lieu de violenter et de précipiter les choses, il leur avait laissé leur cours naturel, peut-être tout le contraire serait-il arrivé; peut-être eût-on vu en peu de temps les récalcitrans s'éprendre d'admiration pour l'idiome alors dédaigné, et, ce qui eût été tout simple, la langue flamande redevenir la langue avouée et cultivée des bons Flamands. Ce qui se passe de nos

jours donne beaucoup de probabilité à cette conjecture.

Quoi qu'il en soit, le *Journal littéraire et politique* ne put prendre racine. Il tomba au bout de six mois.

Vers la fin de 1821 et dans le courant de 1822, je m'occupai à faire des traductions des gazettes de Hollande pour le *Journal de Gand*. Aucun souvenir bien important ne se rattache pour moi au temps où je remplissais ces humbles fonctions. Seulement c'est alors que je vis pour la première fois ce M. Froment, qui depuis fit tant de bruit en Belgique et dont il sera plus d'une fois question dans ce petit ouvrage. Il y avait deux ou trois ans qu'il était venu de France, dans notre pays comme déserteur; il y était arrivé caché sous des habits de séminariste; déguisement doublement piquant pour le futur rédacteur de la *Sentinelle* et du *Messenger*. Après avoir publié quelques articles dans un journal littéraire de Bruxelles, et avoir professé pendant six mois la poésie latine au collège d'Audenarde, il était entré comme rédacteur principal au *Journal de Gand*. Il y révéla tout d'abord son beau talent d'écrivain, en même temps qu'il donna aux Gantois un avant-goût du cynisme de son style et de sa conduite.

Inutile d'analyser ou de louer le mérite littéraire de M. Froment : il a fait ses preuves, le pays les possède depuis longtemps, et si l'on est d'accord pour lui refuser les qualités du cœur, on est unanime aussi à lui accorder celles de l'esprit.

Je ne parlerai donc que de quelques particularités moins connues du public.

Froment : Citoyen Bégouard ;  
cet op de vom mist of

— 4 —

On croit généralement que M. Froment travaille avec une facilité merveilleuse : c'est une erreur. Il écrit au contraire avec beaucoup de lenteur, et cela plus encore par système que par suite de disposition naturelle.

Il n'est peut-être pas de littérateur qui mette à méditer, à composer, à limer ses écrits un soin aussi patient, aussi religieux, allais-je dire. Mais cette attention scrupuleuse porte sur le style et non pas sur le fond. Froment est essentiellement homme de style : il a pour la forme un respect profond, un amour sans bornes. Nul ne s'attache plus que lui à aiguïser son expression, à rendre sa période coulante et harmonieuse, à faire scintiller sa phrase.

Il prendra pour sujet une vérité utile ou un sophisme dangereux ; il se chargera d'une tâche louable, une justice à rendre, ou d'une mauvaise action, une belle réputation à flétrir : cela lui est indifférent, pour lui le fond n'est rien, il ne voit que la forme, c'est de la forme seule qu'il se préoccupe. Diamant ou strass, or ou boue, il offrira de tout à son public avec une égale insouciance ; mais il ne négligera jamais de le lui envoyer sous une enveloppe riche et brillante.

Je l'ai vu, après avoir déjà laborieusement travaillé à un article dont il n'était pas satisfait, lui, mais dont tout autre écrivain, serf de la presse quotidienne, se serait contenté en disant comme on le dit souvent dans ce pénible métier : Cela peut passer pour une fois ; je l'ai vu, dis-je, déchirer tous les feuillets commencés et reprendre sa tâche ou la remettre à un autre jour.

de l'homme - o v d e a l l v o l g e n s  
de auteurs! - j a n t y d e h e i d  
p. l. - C o e n l i n g s - a n F r o m e n t v i n j a b  
A défaut de conscience, soit morale, soit politique,  
Froment a donc à un haut degré la conscience litté-  
raire.

Ce qu'on admire le plus dans Froment, quand on l'approche, c'est la finesse, la pureté, l'infailibilité de son goût. Il y a un vrai plaisir à lui entendre réciter et commenter les bons auteurs latins et français, qu'il sait presque tous par cœur; ses conversations valent le meilleur cours de littérature, et il y a d'autant plus à y profiter qu'il n'est l'homme d'aucun système, qu'il trouve du bon dans chaque école, qu'il découvre du beau dans tous les genres, et qu'il se moque impitoyablement de tous les défauts sans distinction d'origine, des timidités compassées du classique aussi bien que des extravagances du romantique. Il y a en lui l'étoffe d'un excellent professeur de belles-lettres. Puis, quel guide sûr, quel utile censeur pour qui le consulte! Je lui ai, sous ce rapport, beaucoup d'obligations, et si moi, pauvre Flamand, je suis parvenu à écrire en style à peu près français, c'est à lui en grande partie que je le dois.

Malheureusement une partialité révoltante égare trop souvent son esprit si droit et fausse son jugement si solide. Même les questions littéraires se traduisent presque toujours pour Froment en questions de personnes: il pense beaucoup plus d'ordinaire à l'auteur d'un livre nouveau qu'au livre lui-même, et il prononce non pas d'après les convictions de son goût, mais d'après les inspirations de son amitié ou de sa haine. Voilà pourquoi, lui qui pouvait rendre tant de services à notre littérature naissante, il en a rendu si peu.

Froment drinkt nooit  
maar vast altijd;  
L'odeur waaron  
hij zo weinig produceert.

On a beaucoup parlé, même dans la presse, de l'ivrognerie de Froment. On a dit que cet homme de lettres s'enivrait tous les jours de l'année, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Moi, qui sais être impartial même envers un ennemi, je dirai que cela est exagéré de moitié. Voici le genre de vie de Froment. On peut en croire le témoignage d'un homme qui a longtemps vécu dans son intimité, qui a habité sous le même toit que lui, et qui n'a aucune raison de le ménager.

Froment, qui ne connaissait pas le honteux défaut de l'ivrognerie avant de quitter la France et qui l'a contracté dans notre pays, boit énormément, il est vrai; il boit du vin, de la bière, des liqueurs, tant qu'il peut s'en procurer; mais il n'en boit pas toujours. Ainsi, par exemple, il s'enivrera pendant huit jours, quinze jours, trois semaines de suite, aussi longtemps que son estomac le lui permettra; mais dès que la gastrite se déclare, il s'arrête, il ne prend plus que de l'eau ou de la tisane, et cela aussi pendant huit jours, quinze jours, trois semaines de suite. C'est-à-dire qu'il met autant de temps à se guérir qu'il en a mis à se rendre malade. Puis il recommence.

Il y a vingt ans qu'il vit ainsi.

On voit que j'avais raison de dire que le reproche d'ivrognerie perpétuelle qu'on lui adresse est exagéré de moitié.

Le train de vie de Froment explique pourquoi son admirable talent est si peu productif; il explique aussi comment ses excès ne l'ont pas tué depuis longtemps.

Froment op de u b b a a s j a y m  
moderaten bevalot / M e t e l e  
penningen 7 -

Sa manie de personnalités a souvent attiré à Froment de fâcheuses affaires; mais jamais il n'a osé soutenir les insolences de sa plume en face de ceux qu'il avait insultés. Il leur faisait d'humbles excuses, et quand ils ne s'en payaient pas, il fuyait ou se cachait. Plus d'une fois il a été le héros de scènes qui laissent bien loin derrière elles celles où l'on berne les plus risibles poltrons de comédie. Cependant son grand plaisir est de traiter ses adversaires de lâches. Je connais des bossus qui sont le long de la journée à se moquer des défauts physiques de leurs voisins.

Il a été souvent question aussi de l'ingratitude de Froment. Ce qui est notoire c'est que les hommes que le journaliste français a le plus maltraités en Belgique, sont ceux avec qui il a été le plus intimement lié. Parmi eux figurent les noms les plus honorables du pays, et il était l'obligé de presque tous. Attirés par les charmes de son esprit, beaucoup ont recherché son amitié : il les a tous trahis, vilipendés, traînés dans la fange. Il n'y a d'exception que M. l'avocat Metdepenningen; mais la durée de leur liaison tient à des causes particulières : Froment a épousé en 1834 la nièce de Metdepenningen; attachés au même journal et enchaînés à la même cause politique, leur intérêt leur commande de rester unis; et puis encore, ils se trouvent forcément séparés, le neveu est exilé à Lille, l'oncle vit à Gand. S'ils se voyaient tous les jours, ils se détesteraient peut-être cordialement : de loin ils s'entendent à merveille.

Reprenons Froment où nous l'avions trouvé, à Gand.

Il ne tarda pas à se brouiller avec son éditeur, M. Houdin, qui l'accusait surtout de paresse. Il partit pour Bruxelles, où il s'attacha à la rédaction du *Courrier des Pays-Bas* (depuis *Courrier belge*), dont la propriété venait de passer aux mains de M. Coché-Mommens, l'éditeur actuel de l'*Observateur*.



Froment vult Willem I. a.  
— 10 —

pas homme à se laisser renfermer dans ces limites beaucoup trop gênantes pour lui. Il les franchit d'un bond et s'attaqua à la royauté. Quand j'arrivai à Bruxelles, le bureau et la ville étaient encore tout émus de la sensation produite par un article sur l'entêtement, boulet rouge insolemment lancé par Froment à la tête de Guillaume I<sup>er</sup>. Je transcris ici quelques passages de cet article, qui font un étrange contraste avec les panégyriques chaleureux, prodigués plus tard par le même journaliste au même souverain :

« C'est un vilain défaut que l'entêtement. Gardez-vous bien de le confondre avec le caractère; rien au monde ne se ressemble moins.

.....  
« De toutes les qualités qui constituent le bon prince, cette force d'âme et d'esprit d'où résulte une complète abnégation d'intérêt et d'amour-propre, m'a toujours paru la plus désirable et la plus regrettable; et, pour la même raison, de tous les défauts, celui qui m'a toujours choqué et alarmé le plus, comme l'indice d'un mauvais cœur et d'un cerveau étroit, c'est l'entêtement. Il en est de plus honteux sans doute; de plus dangereux, je n'en connais pas.

.....  
« Un tyran qui serait capable de raisonner juste pourrait à la rigueur rendre son peuple heureux, car plus il tiendrait à son pouvoir, plus il sentirait que de grandes iniquités finiraient par le compromettre. Un prince ignorant serait la dupe de quelques flatteurs; toutefois il deviendrait possible qu'à la fin

Je ne tiens point à mon  
Coché - Momeny ?

— 11 —

l'expérience ou de bons conseils le ramenassent. Mais l'entêtement, comment le guérir ? Il offusque les clartés les plus vraies : il fait qu'on s'égare, qu'on s'enfonce dans le plus abominable chemin, avec la persuasion-intime qu'on suit le meilleur de tous.

• • • • •  
« Un monarque, quel qu'il soit, ne se nomme point Jéhovah. Il a d'autres choses à faire, son ouvrage accompli, que de s'écrier comme Dieu avec une entière satisfaction : *Video quod bonum sit*. Si de sages conseils, si de prudentes réclamations, si même de respectueux murmures parviennent jusqu'à lui, qu'il mette de côté son amour-propre d'auteur ; qu'un entêtement de calcul, ou qu'une méprisable raideur de caractère, plus désespérante encore pour la nation, n'influence en rien ses pensées royales, et qu'avec une noble franchise, une honorable défiance de lui-même, il répète ces belles paroles d'un roi, pour la leçon de quelques autres : *Je ne tiens point à mon idée.* »

M. Froment et son nouvel éditeur ne vécurent pas longtemps en bonne intelligence. Quelques semaines à peine après mon arrivée, le rédacteur partit pour Gand, où il fixa sa résidence, envoyant seulement de loin en loin un article au *Courrier*, puis il rompit tout à fait avec M. Coché, et n'envoya plus rien. Je ne comprenais pas cette subite rupture, qui ne me paraissait pas suffisamment motivée. Depuis j'en ai eu l'explication. Le lecteur la trouvera également dans ce qui va suivre.

M. Froment, le rédacteur en chef d'un journal de



dont, chose curieuse à rappeler, il l'engagea même à ne pas changer la marche opposante, et le congédia en lui remettant la lettre délatrice de M. Froment, que M. Coché garda longtemps.

Même depuis la révolution, chaque fois que M. Coché revient sur cette affaire, il parle avec reconnaissance de la bonté que montra dans cette circonstance M. Van Maanen.

Je fus, étant au *Courrier*, impliqué dans un singulier procès.

Le *Belge* avait publié une correspondance d'Amsterdam qui en substance portait ceci :

Un mendiant idiot, aimé du peuple, avait voulu forcer un passage gardé par une sentinelle et avait été tué par elle. Le peuple avait pris fait et cause pour son favori, et s'était mis à maltraiter la sentinelle; il y avait eu des troubles, mais promptement apaisés, grâce aux mesures vigoureuses à la fois et sages des chefs de la garnison. Il n'y avait pas eu d'effusion de sang.

Cette correspondance avait été attaquée en calomnie par l'état-major de la garnison d'Amsterdam. Le *Belge* fut traduit devant le tribunal correctionnel, avec le *Journal de la Belgique* et le *Courrier* qui avaient reproduit son article.

Or, il se trouvait qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans cette nouvelle. C'était le fils du correspondant du *Belge*, enfant de 16 ans, qui s'était amusé à l'écrire au bas d'une cote de fonds; le gamin avait pris sous sa casquette tout ce joli petit drame.

Ceci étant, il devenait difficile de trouver matière

Froment und Coché in Staat: in venen  
died in Holl. regering / nochtig / Coché  
in een van de 14. Van Maanen  
geloofte het niet. — 12 —

l'opposition, l'auteur de l'article sur l'ontélement, n'en offrait pas moins secrètement ses services au gouvernement qu'il censurait avec si peu de respect. Il s'était adressé d'abord par lettre, et ensuite de vive voix, à M. le ministre de la justice, Van Maanen, pour dénoncer son éditeur, alors âgé de 22 ans, comme nourrissant contre l'Etat les projets les plus subversifs, et prêt à transformer son journal en torche incendiaire; il proposait de supplanter M. Coché-Mommens, et de faire lui-même un journal bien sage, bien gouvernemental; pour faire réussir son plan, il ne demandait que l'argent du gouvernement. L'éditeur eut vent des menées souterraines de son rédacteur, il courut chez M. De Falck, qui le renvoya à M. Van Maanen, et il entra dans le cabinet de celui-ci comme Froment en sortait.

M. Coché, tout mince alors et tout petit de taille, avait l'air d'être plus jeune encore qu'il ne l'était. A la vue de cet homme, de cet enfant, qu'on prétendait être le monstre qui méditait de mettre avec son journal le feu aux quatre coins du royaume des Pays-Bas, M. Van Maanen comprit que la calomnie avait frappé à sa porte, son honnêteté hollandaise s'indigna des rapports grossièrement faux du délateur, il prit les mains à M. Coché, et commença d'une voix amicale, d'un ton tout paternel; à lui dévoiler les dénonciations et les projets de Froment. Le ministre, réellement ému, interrompait fréquemment son discours par cette exclamation d'une si naïve familiarité: *Wel, jonge! jonge!* Puis il lui donna d'excellens conseils pour la direction de son journal,

dont, chose curieuse à rappeler, il l'engagea même à ne pas changer la marche opposante, et le congédia en lui remettant la lettre délatrice de M. Froment, que M. Coché garda longtemps.

Même depuis la révolution, chaque fois que M. Coché revient sur cette affaire, il parle avec reconnaissance de la bonté que montra dans cette circonstance M. Van Maanen.

Je fus, étant au *Courrier*, impliqué dans un singulier procès.

Le *Belge* avait publié une correspondance d'Amsterdam qui en substance portait ceci :

Un mendiant idiot, aimé du peuple, avait voulu forcer un passage gardé par une sentinelle et avait été tué par elle. Le peuple avait pris fait et cause pour son favori, et s'était mis à maltraiter la sentinelle; il y avait eu des troubles, mais promptement apaisés, grâce aux mesures vigoureuses à la fois et sages des chefs de la garnison. Il n'y avait pas eu d'effusion de sang.

Cette correspondance avait été attaquée en calomnie par l'état-major de la garnison d'Amsterdam. Le *Belge* fut traduit devant le tribunal correctionnel, avec le *Journal de la Belgique* et le *Courrier* qui avaient reproduit son article.

Or, il se trouvait qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans cette nouvelle. C'était le fils du correspondant du *Belge*, enfant de 16 ans, qui s'était amusé à l'écrire au bas d'une cote de fonds; le gamin avait pris sous sa casquette tout ce joli petit drame.

Ceci étant, il devenait difficile de trouver matière



La Sentinelle et l'œuvre  
regenering toezicht  
13 — It geloof

plus de vogue que n'en ont ordinairement en Belgique les publications de ce genre. Mais sa popularité naissante fut compromise par deux torts graves que se donnèrent ses rédacteurs.

D'abord, ils se mirent sous le patronage du ministère, dont ils acceptèrent un miserable subside, 800 florins par an. C'était une maladresse, bien que les plus gros ridicules ne fussent peut-être pas alors du côté du gouvernement. La vie d'un petit journal c'est l'indépendance, son élément c'est l'opposition.

Ensuite, ils tombèrent dans une erreur moins pardonnable encore : dans un pays aussi éminemment croyant que la Belgique, ils furent assez mal avisés pour ridiculiser les dogmes religieux, au lieu de se borner à combattre les prétentions politiques du clergé. Cette malencontreuse inspiration voltairienne fit mettre le caustique journal à la porte de plusieurs maisons particulières et même de quelques sociétés, où pourtant ne régnait pas un esprit de dévotion exagéré.

L'existence de la *Sentinelle*, telle qu'on l'avait gâtée, était attachée à celle du royaume des Pays-Bas. Ils moururent le même jour.



P. L. *terug ad de kaaftstudie; ad de  
Rant. versigt over is van  
ander aldre aatkan de lator*

de l'opinion libérale, tant en France qu'en Belgique. Malgré ce correctif, le malheureux manifeste rimé fut pour moi un titre d'exclusion, lorsque deux ans plus tard, je sollicitai une chaire de professeur au collège d'Alost, transformé en établissement royal. C'était, comme je l'appris, une autorité provinciale qui m'avait imputé à crime ma poésie trop libérale. C'était évidemment aller au-delà des intentions du roi et de l'autorité supérieure. Les agens de l'ancien gouvernement lui ont souvent rendu de ces mauvais services dans les provinces méridionales.

J'avais repris mes études en droit, qui souvent avaient été forcément interrompues; car né de parents fort peu riches et orphelin de bonne heure, j'étais obligé de courir au plus pressé, c'est-à-dire de travailler à la première besogne venue pour me procurer le vivre et le couvert. J'étais candidat, je devins docteur en droit. J'utilisai mes loisirs en donnant à d'autres élèves des répétitions dans cette science et en traduisant ou en composant pour eux des thèses latines. En fabriquant ainsi des dissertations inaugurales, j'aidai à faire plus de soixante avocats. Pour plusieurs je mettais par écrit le pour et le contre de ce qu'on appelait les *positiones*; le *doctorandus* avec ses compères apprenait cela par cœur, et il était proclamé *summâ cum laude*. De tout quoi je faisais mention dans une réclame insérée au journal. Plus d'un membre du barreau belge me doit, je puis le dire, sa réputation naissante.

On a bien fait de supprimer la mystification des thèses.

Journal de Gand  
Mettre en vente  
18

En 1828, à mes occupations habituelles, je joignis de nouveau celle de traducteur au *Journal de Gand*. La propriété de cette feuille avait été successivement aliénée par l'éditeur M. Houdin; l'acquéreur partiel c'était le gouvernement, qui vers la fin de l'année l'acheta entièrement. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1829, le journal fut publié par M. André-Benoît Stéven, imprimeur du gouvernement provincial. J'y restai attaché en cumulant avec mes fonctions de traducteur la place de rédacteur en second.

Le rédacteur principal était M. le professeur Raoul, homme de talent, condamné à prolonger avec les journaux opposans la polémique passablement ennuyeuse sur l'enseignement public.

Je vis apparaître au bureau, comme directeurs et aussi un peu comme rédacteurs, MM. Manilius, Metdenningen et Delrée. Tous trois étaient les représentans de M. le gouverneur Van Doorn, dont ils recevaient leurs instructions.

M. Manilius était un ancien chef de division à la préfecture du département de l'Escaut, poste où il avait eu le malheur de devenir l'objet de plusieurs graves accusations, dont il est inutile de rafraîchir ici le fâcheux souvenir; mais la chute de l'empire vint fort à propos, le délivrer des suites désagréables qu'auraient pu entraîner les soupçons qu'on avait conçus, peut-être témérairement, sur sa délicatesse et son intégrité. A l'origine du royaume des Pays-Bas, ses convictions politiques lui avaient imposé l'obligation de faire une guerre à outrance au gouvernement nouveau. Il s'était acquitté de ce devoir civique

M. Delapenningen  
Nouv. des Ind.

en écrivant vigoureusement dans le *Journal des Deux Flandres*, mais il sut se soustraire aux condamnations qui vinrent frapper cette feuille opposante. Plus tard sa conscience lui permit de faire sa paix avec le ministère, et il crut pouvoir accepter les fonctions de commissaire de district, place qui, en l'éclairant d'une lumière nouvelle, le mit à même de mieux apprécier les avantages et les bienfaits du régime existant, dont il devint un des plus ardens champions.

M. Metdepenningen, avocat du barreau de Gand, avait été quelques années auparavant rédacteur du journal, et avait fait au gouvernement une opposition assez verte; il avait même, par acte devant notaire, pris sur lui toute la responsabilité de la feuille moyennant une somme annuelle de 3,500 fr. Aussi avait-il été condamné à un mois de prison pour avoir écrit que certaines lois draconiennes étaient encore exagérées dans leur application par des juges trop complaisans. Mais il avait abjuré les erreurs de sa jeunesse, et la place d'avocat des accises, plus la promesse d'être envoyé, l'âge requis venu, à la seconde chambre des états-généraux, avaient été la récompense de son retour à des sentimens meilleurs. A Gand on a toujours fait honneur de cette conversion éclatante au zèle du converti Manilius.

On ne disait rien des antécédens politiques de M. Delrée, conservateur du bureau des hypothèques, mais on lui supposait, non sans raison, le dévouement le plus aveugle au pouvoir du jour.

Ces hommes poussaient loin les ménagemens de

Froment, tout en continuant à travailler à la  
Sentinelle, avait demandé et obtenu la permission de  
fournir quelques articles littéraires au *Journal de*  
*Gand*. Il avait composé pour son début une ode ma-  
gnifique sur ou plutôt contre don Miguel, alors la  
bête noire du libéralisme européen. Il me la confia,  
et je la soumis à l'examen de nos censeurs. Ce fut  
M. Delrée qui me fit connaître leur arrêt. On ne pou-  
vait, disait-il, autoriser la publication de ces vers  
hardis; il était à craindre qu'ils ne compromissent  
nos relations avec le Portugal!

leur zèle méticuleux. On en jugera par le trait sui-  
vant.

Froment, tout en continuant à travailler à la *Sen-  
tinelle*, avait demandé et obtenu la permission de  
fournir quelques articles littéraires au *Journal de*  
*Gand*. Il avait composé pour son début une ode ma-  
gnifique sur ou plutôt contre don Miguel, alors la  
bête noire du libéralisme européen. Il me la confia,  
et je la soumis à l'examen de nos censeurs. Ce fut  
M. Delrée qui me fit connaître leur arrêt. On ne pou-  
vait, disait-il, autoriser la publication de ces vers  
hardis; il était à craindre qu'ils ne compromissent  
nos relations avec le Portugal!

Et c'était avec ces larges vues que ces honnêtes  
serviteurs prétendaient défendre le trône d'un roi  
que ses partisans plus éclairés se plaisaient à appeler  
le continuateur du Taciturne!

Je rapportai à Froment son ode mise à l'index et  
la réponse de l'honnête fonctionnaire administratif.  
Il était furieux; il fut je ne sais combien de temps  
à lancer ses épigrammes les plus acérées contre  
les fortes têtes que quelques malheureuses rimes  
avaient le pouvoir de jeter dans un trouble aussi  
profond.

Je ne pus pas me taire non plus, et mes propos sédi-  
tieux arrivant aux oreilles de mes surveillans, ceux-  
ci m'invitèrent à ne plus m'occuper de la rédaction  
du journal et à me borner à la traduction des jour-  
naux anglais, qu'ils me prièrent de translater doréna-  
vant chez moi. Je renonçai bientôt à ce reste de be-  
sogne.

Ce fut vers cette époque que Froment, défenseur salarié du gouvernement dans la *Sentinelles*, composa la bruyante brochure qui parut sous le nom de M. Van Lerberghe, banquier à Tirlemont, et qui exhalait un parfum tout révolutionnaire. Le financier brabançon, qui brigait les honneurs de la représentation nationale, pour le déterminer à rédiger cet écrit, lui avait offert six cents francs, et, pour rendre la séduction irrésistible, il y avait joint la promesse d'une pièce de vin. La brochure eut un immense succès : l'écrivain royaliste s'était surpassé dans la composition de ce pamphlet radical. L'opposition fit trophée de cette publication tapageuse, mais elle fut assez embarrassée quand il devint notoire qu'elle sortait de la plume du rédacteur en chef de la *Sentinelles*. Et que l'on ne croie pas que le partisan du pouvoir se fût borné, ce qui se concevrait encore, à revêtir de son style les idées d'autrui ; non, tout lui appartenait, le fond aussi bien que la forme : je le tiens de la bouche même de Froment. Pour le faire travailler, le banquier l'enfermait dans une chambre où M. Van Lerberghe assurait avoir mis ses notes ; lesquelles notes, me disait Froment dans son langage toujours mordant, consistaient en une botte de plumes et une main de papier blanc.

---

P. L. in de National  
vertalen van  
selecties uit andere  
IV

Entrée au *National*. — Libry-Bagnano. — Explosion  
révolutionnaire. — Tribulations.

(1829 — 1830).

Le *National* venait alors d'être fondé à Bruxelles. On me fit des propositions pour entrer à ce journal, qui à cette époque n'avait pas encore excité les haines qu'il souleva depuis. Comme ces propositions coïncidaient avec l'offre d'un autre travail littéraire dans la capitale, j'acceptai. J'étais engagé comme traducteur de l'anglais, de l'allemand et du hollandais; je m'occupais en outre du triage des journaux et de la traduction des nouvelles locales. J'étais payé pour cette besogne, considérée comme secondaire, autant que l'étaient beaucoup de rédacteurs en chef d'autres journaux de ce temps-là; j'avais des appointemens de 100 florins par mois. Tout était sur un grand pied au *National*; tout le monde y était largement rétribué. J'avais deux collaborateurs qui faisaient le

Hooftredakleur

Libry Bagnano  
(de la stenen  
vechten)

même travail que moi. L'argent abondait, et tout ce que publièrent plus tard les feuilles de l'opposition sur les sommes prodiguées à ce journal par le gouvernement se trouvait être vrai.

Je fis donc connaissance avec cet homme si tristement célèbre, avec le fougueux Libry-Bagnano. Quel terrible maître ! On se rappelle ses brutalités de style, ses colères grossières contre ses adversaires dans la presse. Eh bien, tel il se montrait dans son journal, tel et plus emporté encore il était avec ses subordonnés : un rien le mettait en fureur. Il nous injuriait de vive voix, il nous injuriait de plus belle dans d'interminables lettres, et tout cela à propos de choses qui n'avaient pas de nom. Fatigué de ces ignobles avanies, j'eus recours à un moyen extrême pour en finir avec mon tyran de manière ou d'autre : je me mis à lui rendre brutalité pour brutalité, injure pour injure. Le croirait-on ? je domptai l'animal féroce ; il devint même pour moi affectueux et bon, autant qu'une pareille créature pouvait l'être. J'ai eu depuis d'autres occasions de remarquer que ce traitement homéopathique est celui qui réussit le mieux avec les natures brutales.

En choisissant cet énergomène pour son défenseur semi-officiel, le gouvernement des Pays-Bas commit une déplorable erreur. Ce n'est pas un tel auxiliaire que le pouvoir doit appeler à son secours dans des temps de luttes et de passions : si l'irritation politique n'avait pas existé déjà, Libry l'eût fait naître par ses emportemens ; et à coup sûr ses fureurs envénimèrent les querelles publiques engendrées avant son

L'aveugant hoodaalibely  
in Le National "le t'brigue",  
21

apparition. Puis, quel étrange conciliateur à présenter aux partis qu'un homme flétri par la main du bourreau, qu'un faussaire condamné aux travaux du bagne! Car il fut prouvé et il demeure constant que Libry fut un faussaire, et peu importait que les fausses lettres de change qu'il avait fabriquées eussent eu pour motif ou pour prétexte la délivrance d'une victime des vengeances politiques. Les masses auraient bien compris que le gouvernement, admettant cette circonstance comme atténuante, montrât de la commisération envers un malheureux, lui offrit un asile et lui accordât des secours secrets; mais elles ne comprenaient, elles ne pardonnaient pas qu'il le produisit en public et gaspillât les trésors de l'État pour en faire son avocat et son homme de confiance.

Beaucoup d'autres partisans sincères de l'ancien gouvernement partageaient dès lors avec moi cet avis sur le rôle que le pouvoir faisait si imprudemment jouer à Libry-Bagnano.

J'avais si bien gagné les bonnes grâces de mon étrange patron qu'il finit par m'engager à écrire des articles de fond pour le *National*; je refusai, pour ne pas m'attirer une fâcheuse solidarité. Autant en fit M. Moke : le nom de l'auteur du *Gueux de mer* se lisait au bas de la feuille, mais à cela aussi se bornait sa collaboration; il n'écrivit pas un seul article politique, du moins je n'en vis pas un seul de lui pendant tout le temps que je fus au *National*, et j'y passai une année entière.

Enfin, effrayé de la réprobation universelle qui frappait Libry et son journal, je songeais à m'éloi-

Revue des Pays-Bas à la fin de la révolution  
— 25 —

guer, et j'étais en négociation pour entrer à la *Gazette des Pays-Bas*, quand éclata la révolution.

Cette catastrophe fut pour moi le commencement de bien pénibles jours. Non-seulement elle vint me priver de mes moyens d'existence, mais elle m'exposa aux plus éminens dangers. Le vulgaire ne fait pas de différence entre le rédacteur, entre la politique incarnée d'un journal et le traducteur ou l'aide plus ou moins matériel de ce même journal. Or, partout j'étais désigné comme rédacteur du *National*, à Bruxelles où j'avais mon domicile, à Lessines, ville natale de ma femme, où je me réfugiai, à la campagne où je cherchai un asile chez des amis; partout j'étais menacé, poursuivi, traqué comme tel. Plus d'une fois je faillis précéder Gaillard sur la liste des victimes de la fureur populaire. J'errai ainsi dans une grande partie du pays, et toujours ce nom de rédacteur du *National* s'attachait à moi comme un titre de proscription. Je n'échappai sain et sauf que par une espèce de miracle.

---

F. L. Terry - Gand  
D. H. Stéven

V

Entrée au *Messenger de Gand*. — Ma position critique. —  
Second pillage du *Messenger*. — Émigration à Lille. —  
Mission à Gand ; rencontre singulière. — Ingratitude du  
parti orangiste à mon égard.

(1831).

Je revins chercher un peu de tranquillité à Gand, où depuis la révolution régnait une sorte de calme relatif.

Je n'y étais que de quelques semaines quand les bureaux du *Journal de Gand*, devenu depuis peu *Messenger de Gand et des Pays-Bas*, furent assaillis pour la première fois par les pillards ; on saccagea une partie de son matériel. Ceci eut lieu peu de jours après la malencontreuse tentative d'Ernest Grégoire. Le lendemain de la dévastation, avant le lever du jour, je reçus un message pressant de la part de M. Stéven qui me priait de me rendre auprès de lui. Je le trou-

voilà leur doug d'ab...  
van de *Messager de Gand* et des  
Lays - Bis - 127 *verzorging* P. h.

vai chez un ami dont la maison lui avait servi de refuge pendant la nuit. La terreur avait envahi le personnel du journal, tout était dispersé : Metdepenningen était on ne savait où, Froment s'était enfui à Lille, Stéven s'était caché dans une maison particulière. Ce dernier, quand j'allai secrètement le voir, me proposa de me charger de la rédaction d'une feuille abandonnée de tous ses soutiens naturels; il me supplia, presque les larmes aux yeux, de ne pas abuser de sa position, de ne pas le rançonner. Moi, touché de le voir dans cet état, et d'ailleurs sincèrement dévoué à la cause orangiste, loin d'exagérer mes prétentions, je les diminuai considérablement. Je consentis à faire tout seul, à raison de cent francs par mois, une besogne passablement fatigante, et surtout, vu les circonstances, excessivement périlleuse. J'aurais pu fort bien demander trois ou quatre fois autant. M. Stéven s'empressa d'accepter, et le soir même il alla rejoindre Froment à Lille.

A l'exception de quelques ouvriers, il n'y avait donc personne dans les ateliers dévastés du *Messager de Gand*. Je me hasardai, moi, à y pénétrer, en affectant beaucoup de tranquillité et d'indifférence. J'eus à percer, pour y parvenir, un cercle épais de gens du peuple attroupés devant la maison pillée. Quand je sonnai à la porte, plus d'un regard menaçant se fixa sur moi, quelques murmures se firent entendre, mais il n'y eut point d'acte de violence, soit que la hardiesse même de ma démarche désarmât la foule, soit qu'elle se méprit sur l'objet de ma visite. Quoi qu'il en soit, si je gardai mon sang-froid en cette cir-

constance, plus d'une fois depuis j'ai frémi en me rappelant cette scène du terrible drame qui se jouait alors dans nos rues.

J'entre, et le produit des exploits de la nuit s'offre à mes yeux : meubles détruits, presses brisées, caractères dispersés, vieux ouvriers pleurant de rage. Ce fut sous l'inspiration de ce spectacle que je composai mon premier article : j'écrivais littéralement sur des débris. Voici cet article qu'il est curieux de relire après onze années d'intervalle, et qui rappelle bien les passions surexcitées de ce temps-là :

Gand, 6 février.

« C'est dans une maison qui porte les traces encore récentes de la dévastation, c'est à la vue de nos presses brisées et au milieu d'une famille désolée, que nous allons essayer de faire rapidement le récit de ce qui s'est passé hier au bureau du *Messenger de Gand*. Nos lecteurs s'apercevront aisément que notre style se ressent du désordre inséparable d'un pareil moment ; nous croyons inutile de réclamer leur indulgence.

« Hier, on célébra dans nos murs l'avènement du duc de Nemours au trône de la Belgique, et l'on proclama la déchéance de notre administration municipale. Jour doublement mémorable pour la ville de Gand, et que nos soi-disant patriotes résolurent de solenniser d'une manière digne d'eux. Le son des cloches, le bruit du canon et les décharges de mousqueterie leur paraissaient des démonstrations trop froides, des réjouissances trop mesquines pour des

événemens si extraordinaires ; c'était le moment où jamais de se distinguer. Aussi un plan admirable fut-il combiné, à ce qu'il paraît, à la *Demi-Lune* : il ne s'agissait de rien moins que de se porter au bureau du *Messenger*, et d'y exercer en grand la dévastation et le massacre. En effet, vers 8 heures du soir, quelques *zélés* armés de toutes pièces sortent de ce cabaret, traînant à leur suite quelques militaires qu'ils avaient séduits. Ils vont droit à la maison du sieur Stéven, la cernent et l'assailent de tous côtés. Les uns se précipitent dans la petite rue du Mont-au-Chaume, brisent les fenêtres qui ouvrent de ce côté et pénètrent ainsi dans la maison. Les autres assiègent la porte qui donne sur le quai. Des cris, des menaces horribles se font entendre : *Il faut saccager de fond en comble la maison ; il faut en massacrer les habitans, maîtres et domestiques !* A l'instant le plus affreux ravage commence ; on brise tout ce qu'on rencontre, carreaux de vitre, presses, casses de compositeur, caractères ; on déchire, on jette dans la rue les registres qu'on découvre ; en même temps une forte détonnation se fait entendre. La porte extérieure principale a été percée de plusieurs balles, dont quelques-unes ont pénétré dans l'intérieur et sont allées s'applatir contre les murs ; quelques coups aussi paraissent avoir été lâchés dans la maison même. La joie de la bande pillarde était au comble, son triomphe était complet ; mais nous nous trompons, il ne l'était pas. Brigands inexpérimentés, assassins novices, vous deviez tout détruire, et quelques objets ont échappé à votre fureur ; vous deviez tout massacrer,

et le sang n'a pas coulé! Un domestique de la maison, il est vrai, a paré à grande peine un coup de sabre que lui portait le sieur Van Schauwenberghe, l'un de vos chefs; les balles, je l'avoue, ont sifflé aux oreilles et effleuré la joue de M<sup>me</sup> Stéven, qui courait éperdue dans la maison en emportant son enfant malade. Certes, vos intentions étaient bonnes, et vos efforts, louables; mais encore une fois il manque quelque chose à votre gloire : vous vouliez répandre du sang, et vous n'en avez pas répandu.

« Cependant, dès le commencement de l'irruption de ces forcenés, quelques compagnons typographes du sieur Stéven avaient été chercher main-forte à la caserne des pompiers et à la maison de ville. Le secours qu'on avait demandé se fit, on ne sait pourquoi, attendre un peu longtemps. Mais enfin une garde assez nombreuse parut; M. l'avocat de Souter, l'un des onze, l'accompagnait, et nous devons à la vérité de dire que, chemin faisant, il manifesta beaucoup de sollicitude pour les auteurs du pillage. La force armée s'empara de deux individus nommés Schauwenberghe et Lerberghe, et de deux autres individus dont nous ignorons les noms.

« Ils furent conduits à la maison de ville, où M. le gouverneur, après une admonestation paternelle, les fit aussitôt mettre en liberté. Nous ignorons si des poursuites seront dirigées contre ces messieurs. Quoi qu'il en soit, il paraît que la rigueur n'est plus à l'ordre du jour; la justice maintenant procède avec une mansuétude toute particulière. Naguère encore un délit imaginaire, une dispute de cabaret, vous at-

tiraient un long emprisonnement et les angoisses du secret : témoins l'affaire de M. Couvreur et la rixe de *Java*. Ces jours sont déjà loin ; la prison ne s'ouvre pas même pour un crime que nos lois punissent de la peine de mort. On a un respect extrême pour la liberté individuelle, lors même qu'il s'agit de pillage et de tentative de meurtre.

« Voilà les événemens qui ont marqué le premier jour de l'administration des *onze* ; c'est un avant-goût des douceurs dont la ville va jouir sous leur tutelle. Voilà par quels exploits les patriotes gantois ont salué l'avènement du fils de Louis-Philippe. C'est ainsi qu'ils ont cru sans doute hâter l'acceptation du roi des Français. Et certes, rien n'est plus propre à fixer la volonté irrésolue du monarque. Oui, le prince qui règne sur un peuple qui, poussé à bout, se bat et meurt pendant trois jours, sans commettre aucun excès, aucun acte de vengeance, doit s'empressez de donner à son jeune fils des sujets qui font consister la liberté dans le brigandage, et pour qui il n'est point de fêtes patriotiques sans le vol et l'assassinat. Accourez, noble enfant du plus libéral des rois ; la nouvelle seule de votre élévation au trône de la Belgique est le signal d'affreuses vengeances ; accourez, votre présence ne peut manquer d'aiguillonner encore le patriotisme de nos grands et généreux citoyens ; montrez-vous, le sang coulera à grands flots, les incendies multiplieront leurs ravages. »

Cet article parut imprimé sur une demi-feuille : il composait presque tout le numéro de ce jour-là. Le soir, les révolutionnaires, dont il excita au plus haut

point la sureur, le brûlèrent dans plusieurs établissements publics. Cet auto-da-fé fut célébré, entre autres, dans un estaminet où je me trouvais, et où les exécuteurs des hautes-œuvres patriotiques consommèrent le sacrifice sans se douter qu'ils procédaient en présence de l'auteur du coupable écrit. Quelques jours plus tard, je n'en aurais pas été quitte à si bon marché.

— Cependant, je continuai au milieu de la tourmente révolutionnaire, alors dans son intensité, à rédiger le journal tout seul, tout seul du moins à Gand, car quelques articles m'étaient adressés de Lille. On comprend facilement de quelle violence étaient empreints ces articles, et combien ils devaient augmenter encore l'exaspération déjà fort grande des adversaires de la feuille. De mon côté, j'écrivais, sinon avec la même exagération, du moins avec fermeté et énergie. Je fus bientôt connu et signalé dans les journaux de Gand partisans de la révolution. Je bravai leurs accusations et leurs menaces, et restai sur la brèche, seul en butte à tous les coups. Aussi les félicitations m'arrivaient-elles en foule de Lille; je recevais quantité de lettres où on louait mon talent, où l'on exaltait mon courage. J'étais un héros alors. Depuis, ceux qui m'avaient prodigué ces louanges, ces mêmes émigrés de Lille, n'ont pas craint de me jeter publiquement le nom de lâche.

- Je soutins ainsi la lutte pendant près de deux mois, mes collaborateurs restant aux frontières de France, moi écrivant à Gand, au milieu d'une atmosphère politique qui s'embrâsait chaque jour davantage.

La tempête enfin éclata. Les pillards se ruèrent de nouveau sur le journal. Cette fois rien n'échappa : l'habitation de l'éditeur, où régnait un luxe plus que bourgeois, et l'imprimerie, l'une des plus belles du pays, furent ravagées de fond en comble; matériel typographique, ameublement, livres, voitures, tout fut anéanti, pulvérisé, volé, ou précipité dans la rivière coulant à deux pas de cette scène de brigandage. Jamais on ne vit plus épouvantable dévastation. De tous les saccagemens qui souillèrent la révolution belge, celui-là fut peut-être le plus complet. On ne laissa entiers que les murs des bâtimens.

Suivant la coutume de ces temps-là, aucune autorité n'avait cherché à arrêter le pillage, qui pourtant dura plusieurs heures; seulement, suivant la coutume encore, un cordon de troupes entourait les pillards, comme pour les empêcher d'être troublés dans leurs augustes fonctions de justiciers populaires.

Ce brutal attentat aussi scandaleusement accompli me remplit de la plus vive indignation. Je pris la plume, et la colère me dicta l'appel incendiaire qu'on va lire. Je trouvai un imprimeur qui se hasarda à l'imprimer en secret, et, le lendemain du pillage, je distribuai moi-même, le soir, aidé de deux ou trois amis, la pièce provocatrice, tirée au nombre de mille exemplaires. Je la reproduis ici parce que les journaux du temps ne l'ont point publiée; deux ou trois seulement en ont donné quelques lignes. Elle était ainsi conçue :

**GANTOIS !**

« Vous résignez-vous à souffrir encore longtemps ?

« Une révolution insensée a ruiné votre industrie, anéanti votre commerce, et fait d'une ville opulente un séjour de deuil et de misère.

« Mais ces maux, qui vous sont communs avec le reste de la Belgique, n'apaisaient pas le courroux de nos oppresseurs. Vous avez répudié la révolution; les hommes de la révolution ne l'ont pas oublié; ils ne vous le pardonneront jamais. Il vous fallait des souffrances et des châtimens exemplaires : ils ne vous ont pas manqué!

« Quelle humiliation profonde! Une ville naguère si grande par les arts et l'industrie, tremblante maintenant sous le fouet de quelques hommes ignorans, fripons et débauchés, qui osent s'asseoir sur les sièges de nos magistrats municipaux honteusement destitués! Une police dont l'existence ne se révèle que par les désordres qu'elle encourage! Une magistrature impuissante à lutter contre une faction en délire. Pour maîtres souverains, des prêtres hypocrites et vindicatifs, et pour gouverneur, un cagot imbécile.

« Et pourtant, il est triste de le dire, tout sanglans que sont ces outrages, ils ne sont que le prélude des maux qui nous menacent.

« On a juré la ruine et la mort de quiconque n'a pas trempé dans les atrocités du patriotisme. Les honnêtes gens vont être assassinés ou pillés les uns après les autres, suivant les soupçons ou les caprices de nos tyrans.

« La journée d'hier a vu le commencement du massacre en grand qu'on médite. *Provoost, Steven et De*

Zust: niet door mijn vijanden  
maar door eigen afkeer!

— 35 —

**Graet** ont été les premières victimes. Vous le voyez ! aucune classe ne doit être épargnée : négocians, imprimeurs, aubergistes, tout est livré à la rage des brigands, tout est voué au poignard des assassins !

« La ville entière en est témoin : plus de protection à attendre des autorités. Hier dans la demeure du sieur *Stéven*, les infâmes *De Souter*, *Coppens* et *Van de Poele* étaient là excitant l'ardeur des pillards, et les troupes accourues des casernes restaient spectatrices impassibles de toutes ces horreurs.

« N'attendez plus rien de personne. Ce régent qu'on vous donnait pour un homme probe et juste, n'est qu'un homme faible, et sa faiblesse le rend complice de tous les attentats qui épouvantent la Belgique. Plus d'espoir qu'en vous-mêmes, plus de salut que dans votre courage.

« Levez-vous donc, ô Gantois ! Une plus longue inertie serait non-seulement un crime et une lâcheté, ce serait encore un mauvais calcul. Le malheur d'un ami ou d'un voisin que vous contempleriez d'un œil indifférent aujourd'hui, tomberait sur vous demain.

« Vous n'avez pas ici à assurer le triomphe d'une faction ; il ne s'agit pas d'une lutte de parti à parti ; mais vous avez à défendre la cause de la civilisation contre la barbarie, c'est la guerre à déclarer par tout les honnêtes gens à une poignée de brigands. Il faut purger notre sol de scélérats et appeler, pour nous gouverner, un prince, quel qu'il soit, qui puisse nous rendre notre prospérité première.

Gentenaar  
Op 17 1792 36 7

« C'est au nom d'une fausse liberté et d'un patriotisme menteur que tant de maux vous ont été faits. Mettez-y un terme au nom du patriotisme véritable, de celui qui sacrifie tout pour le bien du pays, et en invoquant la vraie liberté, la liberté sans misère, sans brigandages et sans jésuites !

« Noble cité de Gand, distinguée entre toutes les villes de la Belgique par vos malheurs, c'est à vous à donner l'exemple ; la patrie, indignée d'une domination avilissante, tourne les yeux vers vos murs et en attend le signal de sa délivrance. Que d'obscurs tyrans soient renversés, que le règne de la terreur finisse. Elevez la voix, elle trouvera de l'écho dans tout le pays.

« Aux armes ! Gantois, aux armes ! »

Cet appel ne produisit aucun effet, personne ne prit les armes, personne ne bougea. L'opinion orangiste, qui malgré les succès obtenus partout ailleurs par la révolution, était restée forte et influente dans la ville de Gand jusqu'à l'affaire Grégoire, y avait perdu beaucoup de terrain depuis cette échauffourée ; déjà elle était comprimée par la terreur. Le peuple, déchainé dans la rue, dominait les classes plus élevées. D'ailleurs, pour arracher les orangistes à la torpeur de l'effroi, il eût fallu pouvoir les rallier autour de quelques chefs influents. Or, tous ceux qui s'étaient posés comme tels avaient pris la fuite. La plupart s'étaient retirés à Lille. On a eu plus d'une fois l'occasion de remarquer l'absence de ces messieurs dans les momens critiques.

D. J. - Crichton - Rijzel  
Commissaire de la justice  
Paris - 1848 - de la liberté  
de la presse

Cependant, plus connu, j'étais plus directement menacé : le jour et le lendemain du pillage mon nom avait été vociféré dans les rues, accompagné de cris de mort. A mon tour je cédai à l'orage et allai rejoindre à Lille les émigrés gantois. Je les trouvai nombreux : autour de MM. Metdepenningen, Manilius, Stéven et Froment, se groupait toute une petite colonie flamande, qui se composait bien, je crois, de soixante-dix personnes, appartenant aux diverses classes de la société.

Les chefs de l'émigration me firent un accueil charmant : je fus complimenté, fêté, choyé ; on ne trouvait pas assez d'éloges pour le rédacteur du journal, pour l'auteur de l'appel aux armes. Ces messieurs faisaient à Lille de la diplomatie pour sauver la patrie : ils avaient des conférences avec M. le préfet du département du Nord, ils adressaient des notes et des mémoires à je ne sais combien d'ambassadeurs. Ils furent si contents de moi qu'ils résolurent, non pas de m'associer à leurs paisibles travaux diplomatiques, mais de me confier une nouvelle mission d'un genre un peu plus périlleux. Je fus chargé de retourner à Gand pour explorer le terrain et voir s'il n'y avait pas moyen de relever les esprits abattus de nos amis et de tenter quelque démonstration contre-révolutionnaire.

J'arrivai un jour où la foule inondait le pavé de la ville, un de ces jours de bruit et de promenades populaires si fréquents alors. Je descendis au faubourg, où l'on grossissait outre mesure les proportions de l'émeute lointaine. On ne parlait de rien moins que

d'un massacre général. Sans ajouter à ces rumeurs alarmantes une foi bien explicite, je crus cependant par prudence devoir consulter un ami de la ville, auquel je fis parvenir un billet. En attendant sa réponse, j'entrai dans une auberge du faubourg. Là, je vis descendre du premier un homme qui s'approcha mystérieusement de moi et me salua du titre de compagnon d'infortune. Il se donnait pour une des victimes du pillage, et comme je l'écoutais avec une froideur méfiante, il me dit pour me rassurer : Oh ! monsieur, vous pouvez avoir confiance en moi : j'ai été l'un des espions de M. le gouverneur Van Doorn, j'étais spécialement chargé d'observer les démarches des hommes du *Vaderlander* ; j'ai passé dans ce service plus d'une nuit à la belle étoile. — Il finit son étrange apologie par une invitation à dîner avec sa femme, qui, disait-il, se trouvait là-haut cachée avec lui. Peu empressé, comme on le pense bien, de cultiver cette honorable connaissance, j'abrégai l'entretien et sortis, non sans rire de cette burlesque rencontre, qui venait singulièrement faire diversion à mes pensées assez sombres du moment. Cet honnête martyr orangiste était le nommé Provoost, dont effectivement, comme on l'a lu dans la proclamation précédente, on venait de piller le cabaret qu'il tenait dans un caveau du Marché aux Grains, et qui plus tard, apparemment pour ne pas déroger, d'agent de la police secrète devint prêtre de Priape.

Sur la réponse passablement tranquillissante que je reçus de l'ami auquel je m'étais adressé, j'entrai dans la ville. Je vis en secret quelques-uns de nos parti-

Du romantisme, mislukte ?  
→ Ryze-geen hulp.

sans : mais il n'y avait pas d'apparence de pouvoir rien entreprendre : je trouvai tous les cœurs glacés, les plus hardis désespéraient du succès, et avec raison : décidément, nous avions contre nous le peuple, cet élément indispensable des révolutions et des contre-révolutions modernes.

Je retournai tristement à Lille rendre compte du résultat négatif de ma mission.

A quelques jours de là, le 4 avril, M. Voortman fut martyrisé dans les rues de Gand. Cet horrible événement n'était pas de nature à me faire hâter mon retour dans ma ville natale. Jeté sans ressources sur la terre étrangère, je désirais cependant y rester un peu de temps jusqu'à ce que des jours plus calmes fussent revenus pour mon pays : je croyais candidement pouvoir compter sur la reconnaissance et l'aide de nos chefs, qui avaient tant vanté mes services et qui, disait-on, avaient encore beaucoup d'argent envoyé de Hollande. Mais avant même que je leur eusse rien demandé, ces messieurs me déclarèrent sans façon que ce que j'avais de mieux à faire c'était de regagner mes foyers, qu'ils ne pouvaient rien pour moi. Je n'insistai point et m'apprétais à partir.

L'émigration lilloise n'était pas exclusivement composée d'ambitieux et de spéculateurs politiques ; elle comptait beaucoup d'honnêtes gens qui n'étaient là qu'en vertu de leurs opinions trop hautement exprimées en Belgique. A la nouvelle de mon prochain départ, un cri de réprobation s'éleva parmi eux. Comment ! disaient-ils, vous chasser dans un pareil moment, mais c'est une indignité ; c'est vous en-

L'homme qui m'a écrit  
P. J. J. : M. de Brialmont  
Prof. de l'Institut des 40 Messager

voyer à la mort. Ils n'ont pas dépensé tout l'argent de l'affaire Grégoire : il faut qu'ils viennent à votre secours. Restez. — Ces énergiques réclamations de mes camarades d'exil rendirent un peu de pudeur à nos gros bonnets; ils se ravisèrent, et M. Stéven vint me dire, au nom de M. Manilius, que je pouvais me loger dans un bien modeste hôtel qu'il me désigna, et où l'on avait répondu pour moi jusqu'à concurrence de deux francs par jour. Je dus me résigner à subir l'humiliation de cette mesquine aumône.

Les matadors de la petite colonie vivaient, eux, splendidement : quelques-uns même, pour mieux tromper les ennuis de l'exil, avaient fait venir à Lille leur maîtresse de Gand. Moi, j'avais hâte de m'éloigner, et à la première lueur que je découvris dans notre ciel politique, je me remis en route. Je rentrai à Gand dans les premiers jours de mai.

Il fut bientôt question de ressusciter le *Messenger de Gand et des Pays-Bas*. Je m'imaginai que j'allais reprendre ma place de rédacteur sans difficulté; j'en écrivis à M. Stéven, mais cette fois en stipulant les appointemens raisonnables de 200 francs par mois; il me répondit qu'on n'avait plus besoin de mes services, qu'on avait engagé M. Michel de Brialmont, ex-rédacteur du *Belge* et de la *Gazette des Pays-Bas*, qui était venu grossir le nombre des réfugiés de Lille. On payait à cet homme de lettres 100 florins des Pays-Bas par mois. M. Michel entendait singulièrement les convictions politiques : il professait publiquement la maxime qu'un journaliste était comme un avocat, que pour de l'argent il pouvait indifférem-

ment défendre toutes les causes. Plus tard on dut le chasser comme atteint et convaincu d'espionnage au profit du gouvernement belge. Ce fut en me préférant un pareil être qu'on récompensa mon dévouement.

Je fus outré de cette ingratitude, qui, je l'avoue, mit mon orangisme à une rude épreuve. D'un côté, je me voyais outrageusement repoussé par les hommes de mon parti, qui, après que je me fus compromis pour eux, me laissaient exposé à la misère avec une femme et trois enfans; de l'autre, j'étais sollicité par d'anciens amis, influens dans le camp opposé et qui me pressaient d'entrer dans leurs rangs en m'offrant de me faire une belle position. La tentation était forte. J'y résistai cependant. Les torts de quelques hommes à mon égard ne m'autorisent pas, me disais-je, à désertier le drapeau sous lequel je combats avec eux. Je pris, comme on dit, mon courage à deux mains : la hideuse pauvreté se dressait sur le seuil de ma demeure; pour l'empêcher d'entrer, j'essayai de me faire une clientèle, toujours si lente à venir pour un avocat novice; car, au milieu des bourrasques de la révolution, j'avais trouvé moyen de remplir une dernière formalité qui me permettait de revêtir la robe d'avocat.

Après quelques retards le journal avait reparu, mais en même temps avait été lancé contre lui ce fameux arrêt de proscription, brutal monument d'une époque anarchique, par lequel le gouverneur Cortenbach livrait sans défense les presses et les rédacteurs du journal aux briseurs et aux sicaires de

la révolution. L'opinion publique continuait à me désigner comme un de ces rédacteurs. Je jugeai inutile de braver les dangers que pouvait m'attirer un titre imaginaire; j'annonçai par la voie du *Catholique* que j'étais devenu complètement étranger à la rédaction du journal ressuscité. Croirait-on qu'après ce qui s'était passé entre eux et moi, les chefs orangistes m'en voulurent beaucoup pour cette déclaration et qu'ils me boudèrent je ne sais combien de temps? Metdepenningen me fit même de vifs reproches de ce qu'il appelait ma défection. Je ne lui répliquai qu'en me moquant de ces singulières exigences de l'esprit de parti.

---

---

M. Adriaens.

Journal  
National du Commerce

VI

d'Anvers.

Entrée au *Journal du Commerce d'Anvers*. — Forces du parti orangiste à Anvers. — Relations du parti avec la Hollande. — Déclin de l'orangisme à Anvers. — Succès du *Précurseur*.

(1832 — 1838).

Je m'étais donc mis à fréquenter les tribunaux, et ce n'avait pas été sans succès : je commençais à me faire une petite clientèle, et déjà j'entrevois la possibilité de prendre une modeste place dans les rangs si serrés et si bien composés du barreau de Gand. Je travaillais activement à réaliser ce projet, quand on vint m'offrir la place de rédacteur en chef au *Journal du Commerce d'Anvers*. Les appointemens étaient peu de chose, 1,800 francs par an; mais, me disait-on, il y a bien plus de chances pour vous de réussir au barreau d'Anvers, moins nombreux et moins fort que celui de Gand (et cela était

V. de ...  
V. de ...  
- 44 - orangisme.

vrai) ; vous plaidez et écrivez en même temps. J'acceptai la proposition.

Je quittai donc Gand pour Anvers, espérant m'occuper désormais aussi bien comme avocat que comme journaliste. D'abord, cet espoir sembla devoir se réaliser : des cliens en assez bon nombre m'arrivèrent ; mais bientôt cette occupation diminua et enfin cessa tout-à-fait. Il y avait à cela deux causes ; d'abord, mon état de journaliste, le plus absorbant des états ; ensuite, la peur qu'inspirait même à mes coreligionnaires politiques ma qualité d'écrivain orangiste, peur qui s'augmentait avec la terreur que répandait partout l'effervescence croissante de la révolution.

Une fois éloignée, la clientèle ne revint plus. Décidément, en Belgique, les professions d'avocat et de journaliste sont inconciliables.

J'arrivai à Anvers à une époque où les partis, tels que les avait faits la révolution, s'étaient déjà nettement dessinés, là comme dans le reste de la Belgique. Je pus remarquer tout d'abord qu'il y avait une différence notable entre l'orangisme d'Anvers et celui de Gand, sous le rapport de la force numérique. Dans le commerce anversois l'orangisme était bien la règle, et l'opinion révolutionnaire, l'exception ; mais il n'y avait pas là cette masse compacte de bourgeois orangistes telle qu'on la voyait à Gand ; dans la bourgeoisie anversoise c'était l'inverse du commerce, l'opinion révolutionnaire y était la règle, et l'orangisme, l'exception. Puis, la fraction des propriétaires non négocians se partageait en deux fractions inégales, dont la plus forte appartenait à la cause *patrio-*

PL's Inlichting over de verhouding v. h. d. orangisme  
Wharom PL anti-revolutionnaire  
en orangisme was  
45  
**tique. A Anvers donc, l'orangisme se tenait presque exclusivement dans les hautes régions de la société.**

Cette disparité s'explique par ce fait incontestable qu'à Anvers le catholicisme a conservé beaucoup plus d'empire qu'à Gand. Dans la ville commerçante, un zèle religieux mal entendu avait donné à la révolution beaucoup de partisans, malgré les intérêts du commerce si profondément lésés.

Je ne me suis jamais fait illusion sur l'infériorité numérique où se trouvaient placés les orangistes dans la Belgique en général. Gand seule exceptée, nulle part le drapeau orange ne ralliait la majorité. Un parti peu nombreux à Anvers, un petit noyau à Liège, puis quelques individus dispersés dans le reste du pays, voilà quelles étaient avec le contingent gantois les forces de l'armée anti-révolutionnaire. Bruxelles même, Bruxelles, la capitale du nouveau royaume, ne renfermait pas d'éléments qui autorisassent à dire que l'opinion orangiste y était constituée à l'état de parti. Je voyais cela clairement, et cependant ce n'était pas là un motif de découragement pour moi, au contraire c'était pour mon zèle un nouvel aiguillon.

Je suis de ceux qui n'ont jamais pu se résoudre à reconnaître la réalité des griefs de la révolution, ou qui en faisant des concessions sur l'existence de quelques-uns, ne veulent du moins pas convenir qu'ils fussent suffisants pour provoquer la séparation des deux pays. D'un autre côté, l'orangisme à mes yeux était une cause qui embrassait, non pas exclusivement, mais principalement des intérêts matériels. Le pays, selon moi, avait été égaré; mais comme son

What was his hope of a revolution?  
...  
La Belgique est journal du  
— 46 — Commerce

erreur portait, non pas sur des abstractions, mais sur des faits positifs et palpables, je croyais qu'il ne serait pas impossible de le ramener au bout d'un certain temps, alors qu'il serait instruit par l'expérience et désabusé par les journaux anti-révolutionnaires. Changer la minorité en majorité, en éclairant la Belgique sur ses véritables intérêts, sacrifiés à des utopies, telle me paraissait donc devoir être la mission de la presse orangiste, et pour ma part je m'en acquittai avec ardeur.

J'étais fier d'ailleurs de la composition de notre minorité, qui s'était recrutée dans l'élite de la population, et j'aimais à répéter avec mes amis orangistes que dans notre parti la qualité compensait ce qui lui manquait en quantité.

Je crus un instant que le but que je me proposais allait être atteint. A mon arrivée, le *Journal du Commerce*, feuille spéciale, n'avait guère que trois cents abonnés; en peu de temps il en réunit cinq cents. En Belgique ce chiffre est très fort pour un journal de province. Je me flattais d'une victoire certaine. Mon illusion fut, hélas! de courte durée.

Déplacer la majorité était nécessairement une œuvre un peu lente, et je ne comptais pas sur un triomphe immédiat. Tel n'était pas l'avis des chefs orangistes à Anvers, et ils voyaient, eux, la restauration imminente. Ils étaient de bonne foi et me pressaient de régler le ton du journal sur cette éventualité. Comme je montrais de l'incrédulité, ils m'apprirent qu'une nouvelle invasion de l'armée hollandaise était projetée, et qu'avec l'aide de cer-

tains officiers supérieurs gagnés, on comptait sur la coopération d'une partie de l'armée belge. A la tête de ces officiers on plaçait toujours le général D., que l'on me présentait comme un homme dont on était sûr et dont les services rendus à la Hollande, lors de la campagne de Louvain, étaient hors de toute contestation.

De 1852 à 1853 il fut plus d'une fois question de ces projets de nouvelle invasion, et l'on me donna des détails si précis à cet égard que force me fut de croire qu'ils étaient réellement conçus, et que l'exécution n'en était empêchée que par suite des obstacles diplomatiques qu'on ne parvenait pas à surmonter.

Dans une de ces invasions projetées, mon rôle, si elle avait eu lieu, était tracé d'avance, et l'on avait voulu le faire tel qu'il pût servir de récompense à mon dévouement : on aurait fait de moi un conseiller communal. Je ne connus cette belle conception que plus tard et le projet d'invasion déjà avorté. J'en ris beaucoup. Conseiller communal ! c'était merveilleusement imaginé. Ce poste tout pacifique me convenait parfaitement, à moi, lutteur de la presse passionnée ; ces fonctions gratuites étaient une magnifique récompense pour un homme sans fortune et surchargé de famille.

Il faut savoir que les chefs de l'orangisme anversois étaient d'excellentes gens, des hommes estimables entre tous comme particuliers, mais que ce n'étaient pas des têtes politiques.

La restauration, du reste, ne se fit pas plus par voie d'invasion que par voie diplomatique.

Hollande 30/1/1830  
L. L. ... 48  
Arrondissement  
C'étaient les chefs anversoïis aussi qui de toutes les sommités orangistes correspondaient le plus avec La Haye, et c'est par eux que j'appris d'une manière positive que la majorité en Hollande était contraire à une nouvelle réunion des deux pays. Il n'y avait de porté pour elle que la famille royale, quelques hommes d'état, des fonctionnaires publics et l'armée; tout le reste de la Hollande y était contraire. Le roi Guillaume, en travaillant à la restauration, devait se cacher de son peuple, il devait même se cacher de la plus grande partie de son ministère, et il n'y avait que le seul ministre Van Doorn qui fût dans sa confiance et secondât ses projets. C'était M. Van Doorn qui servait d'intermédiaire entre son roi et les notabilités orangistes belges.

Ces dispositions de la Hollande me contrariaient beaucoup. J'avais à les soustraire à la connaissance de mes lecteurs; j'aurais voulu me les déguiser à moi-même. Cependant je me flattais encore que là, comme en Belgique, la minorité aurait pu, avec le temps, devenir majorité. Des deux côtés, l'événement trompa complètement mes espérances.

J'eus à traverser à Anvers des jours épouvantables. Persécutions militaires et même duel, persécutions de la populace, attaques contre ma personne et contre ma maison, j'eus tout à souffrir. Pendant plusieurs années je ne me rendais au bureau du journal qu'armé de toutes pièces : une canne-assommoir à la main, un poignard dans la poche de mon habit, deux pistolets dans les deux poches de mon pantalon. C'est ainsi que j'écrivais. Une lithographie représentant un jour-

Antwan orangisme : verbuys  
Journal du Commerce : verma  
tijd der 49 - 50 jaren Belgisch

naliste travaillant armé jusqu'aux dents, comme je le  
faisais alors, avec les mots *liberté de la presse* au bas,  
eût été une bonne satire du doux régime de ce  
temps-là.

Cependant l'orangisme, que j'avais vu un moment  
florissant et progressif à Anvers, y déclina bientôt; il  
se décomposa sous l'action irrésistible du temps, le  
plus puissant des dissolvans pour les partis politiques.  
Il ne se trouvait là personne pour lui donner, comme  
à Gand, une cohésion factice.

Le *Précurseur*, journal partisan de l'ordre de  
choses nouveau, fut fondé à Anvers à la fin de 1855;  
il enleva rapidement au *Journal du Commerce* près  
de la moitié de ses abonnés. La *Loyauté*, cette société  
orangiste dont j'avais été un des principaux fonda-  
teurs et qui fut baptisée dans le sang des Geelhand,  
la *Loyauté* qui en 1853 avait réuni jusqu'à 170 mem-  
bres, n'en comptait plus qu'une vingtaine en 1857.  
On peut dire que l'orangisme était mort à Anvers  
même avant la conclusion du traité final. Il y avait  
encore quelques individus à opinions orangistes, il n'y  
avait plus de parti orangiste. Je dois même avouer  
que pendant les deux dernières années de mon sé-  
jour dans cette ville, la couleur et le langage du  
journal formaient avec le véritable état des esprits  
un contre-sens complet. Aussi quelque temps après  
mon départ l'éditeur modifia-t-il considérablement  
le ton de sa feuille; il finit même par lui ôter tout ce  
qu'elle avait de radicalisme anti-révolutionnaire.

Je quittai Anvers à la fin de juillet 1858.

B  
Le Messager  
Lille → Gand

VII

Rentrée au *Message*. — Physionomie politique de Gand. — Explication de la conservation de l'esprit orangiste à Gand. — Intérieur du journal. — Metdepenningen, Brébart, Froment, D'Herbigny. — Personnalités érigées en système. — Subsidés de la Hollande à la presse orangiste. — La grande conspiration. — Symptômes de la décadence du parti. — Mes discussions avec Metdepenningen. — Ma retraite.

(1838 — 1840).

M. Michel de Brialmont venait d'être honteusement chassé du bureau du *Message de Gand* : un article inséré dans ce journal avait signalé ce malheureux comme un vil espion du gouvernement qu'il faisait semblant de combattre. Les preuves alléguées dans cet article, qui était de M. l'avocat Metdepenningen, avaient une force accablante.

On me sollicita de venir remplir à Gand le vide opéré par cette expulsion. J'hésitai longtemps. Le souvenir des procédés de Lille était encore présent à

l'État orangisme te...  
de Coent... Metden...  
81

mon esprit. Pendant trois mois je restai irrésolu, et pendant tout ce temps je faisais double besogne, travaillant pour le journal auquel j'étais attaché en titre, et envoyant des articles au *Messenger*. Enfin, on me pressa avec plus de vivacité. On me représenta que c'était un acte de dévouement qu'on attendait de moi; que je devais vaincre toutes mes répugnances pour venir à Gand entretenir le feu sacré, qui, me disait-on, y brûlait encore dans toute sa force, et qui, faute d'être suffisamment attisé par la presse, pouvait s'affaiblir et s'éteindre. Dès lors mes hésitations cessèrent. Je partis pour Gand.

J'y trouvai effectivement le parti plus fort et, en apparence, mieux uni qu'à Anvers. Cette conservation plus vivace de l'orangisme gantois s'explique par des causes particulières qu'il convient de rappeler ici.

A Gand, l'orangisme avait vécu plus longtemps par la raison toute simple qu'il y était né plus robuste; en 1838, il y était nombreux encore, parce qu'il avait été très-nombreux en 1830. Sa forte constitution lui avait permis de triompher de la terreur qui l'avait comprimé en 1831, et il exerçait à son tour, dans la ville, un ascendant moral assez prononcé. Puis, ses forces, au lieu d'être laissées à l'abandon, comme à Anvers, avaient été organisées et disciplinées: il avait un centre d'action politique sous le nom de comité des *Amis de l'Ordre*; Metdepenningen, en levant habilement les scrupules touchant le serment par ses articles publiés dans le *Messenger*, l'avait fait siéger en maître au conseil communal; son esprit animait trois loges maçonniques de la ville; enfin il avait

Regaining faulten maken  
and regaining flowers etc.

pour organe un journal bien moins occupé de combattre ses adversaires politiques, que de maintenir dans les rangs et de faire marcher au pas ses propres partisans, contre lesquels, au moindre signe de lassitude ou de découragement, il tournait impitoyablement l'artillerie de ses sarcasmes et de ses personnalités.

D'un autre côté, les fautes du gouvernement étaient constamment venues en aide à la tactique de nos habiles. L'annulation trois fois répétée des élections locales faites dans un sens populaire; le conseil communal évincé par un comité de sûreté publique; l'ineptie haineuse et brouillonne gouvernant la province sous les traits de Lamberts de Cortenbach; la ville livrée au régime de l'état de siège, avec un dictateur du nom de Niellon, comédien métamorphosé par la révolution en général d'armée; l'indifférence mal déguisée du pouvoir pour d'importans intérêts industriels; des rigueurs intempestives contre des écrivains et des chefs orangistes; et, bien plus que tout cela, le fauteuil municipal ravi à M. Van Crombrughe et abandonné à M. Minne-Barth: toutes ces violences, toutes ces maladresses, toute cette mauvaise politique, avaient coup sur coup réveillé des passions toujours près de s'assoupir, et retenu dans la lice politique de bons bourgeois, de paisibles travailleurs, qui ne demandaient pas mieux que d'en sortir et de se reposer d'une course haletante.

Le bénéfice du temps était acquis partout au régime nouveau; mais à Gand, le gouvernement semblait se complaire à répudier cet avantage. Ainsi, en

VB van regering  
de zaak Van Crombrugge

1837, lorsque l'oragisme gantois cédait, lui aussi, à l'affaissement de la fatigue, le pouvoir se chargea de lui donner une vigueur nouvelle.

Le bourgmestre de la ville était à nommer. L'opinion publique déférait ce titre à M. Van Crombrugge, l'administrateur habile, dont nul ne contestait les importans services ni les honorables antécédens. Mais si M. Van Crombrugge était l'homme de la ville, il n'était pas l'homme des meneurs. Ils redoutaient par dessus tout de le voir revenir à la tête du corps municipal. Ils haïssaient sa modération, ils craignaient son caractère tolérant et son esprit conciliateur. Ils avaient essayé, il n'y avait pas bien longtemps encore, de le dépopulariser en frappant en lui l'homme politique et l'homme privé; leur *Messenger* venait de le flétrir du nom de *Camb-léon*, puis bravant l'indignation et le dégoût de toute la cité, il l'avait osé appeler *Vieillard libidineux*. Eh bien, par un revirement subit et avec cette impudeur qui n'appartient qu'aux partis extrêmes, dans le même journal ils se mirent à vanter et à revendiquer leur Crombrugge. Il nous faut notre Crombrugge, disaient-ils au gouvernement, et malgré vous nous l'aurons. Ils disaient *nous l'aurons*, afin de ne pas l'avoir. La ruse était grossière. Cependant le gouvernement eut l'indicible simplicité de s'y laisser prendre: il crut naïvement devoir faire de la force et de la dignité. Instigué par une ténébreuse coterie révolutionnaire, qui fut toujours à Gand son mauvais génie, il repoussa M. Van Crombrugge et fit un bourgmestre de M. l'avocat Minne-

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including the number 1.53.

Barth, de M. Minne-Barth, que la veille encore on voyait dans les rangs de l'orangisme le plus avancé, qui accepta sa nomination de chef municipal malgré les promesses formelles qui le liaient envers ses collègues du conseil, qui l'accepta en même temps qu'une place salariée du gouvernement, et dont la conduite prenait ainsi les caractères de la déloyauté et de la trahison.

Lorsque retentit à Gand la nouvelle d'une telle élimination et d'un tel remplacement, l'irritation de la ville fut vive; mais plus vive encore était la joie des meneurs. A cette époque, je me trouvais précisément à Gand : je vis la satisfaction des chefs éclater en transports délirans. A nous encore la ville, s'écriaient-ils : sans cette délicieuse balourdise du gouvernement elle nous échappait; l'opinion orangiste s'engourdissait faute d'agitation et de bruit; voici lui revenir avec la colère, la vie et le mouvement. Nous en avons pour quelques années!

Et l'événement fut largement et habilement exploité. La ville invitée à manifester ses sentimens dans une fête publique donnée à M. Van Crombrughe, envoya avec empressement au Casino ses sommités de toutes les classes. Ce fut réellement une noble et imposante protestation politique, et qui laissa des traces. L'orangisme avait retrouvé un peu de jeunesse.

Cependant un an plus tard, et voyant à mon arrivée les choses de plus près, je découvris bientôt à mon grand déplaisir que le faisceau orangiste n'était pas aussi compact ni aussi uni que je l'avais cru de

Green Trenchard onder  
de naam van de Orangisten  
1838 de... in...  
loin. Une ligne de démarcation assez fortement tracée  
séparait les industriels des hommes du *Messageur*.  
La fabrique accusait le journal de mal défendre ses  
intérêts, de les compromettre même par ses exagé-  
rations et ses violences. Le *Messageur* n'était plus  
l'organe de l'industrie; déjà depuis longtemps d'ai-  
gres reproches avaient été échangés : le journal avait  
injurie des industriels coupables de croire à l'ajour-  
nement de la restauration et d'avoir demandé l'appui  
du gouvernement nouveau. De leur côté, les fabri-  
cans avaient répliqué, non pas publiquement, mais  
avec toute la rudesse gantoise, par l'épithète de *mar-  
chands de paroles*. C'est ainsi qu'ils désignaient spé-  
cialement la nuance Metdepenningen.

Le reste de la population orangiste tenait bon. Il  
n'y avait plus, sans doute, l'enthousiasme et la con-  
fiance d'autrefois, mais on ne désespérait pas. Parler  
de restauration n'excitait pas encore le sourire de  
l'incrédulité. Le roi des Pays-Bas, il est vrai, avait  
offert de signer le traité final, mais on espérait encore  
que le hasard ou Guillaume, de l'habileté diplomati-  
que duquel on se faisait une haute idée, feraient naître  
quelqu'heureux incident qui viendrait rompre la re-  
prise des négociations.

Je remarquai aussi que presque tous les hommes  
qui, en 1831, s'étaient montrés comme chefs de parti,  
comme directeurs, conseillers ou collaborateurs du  
*Messageur*, s'étaient, en 1838, retirés de la scène, res-  
tant inactifs ou n'agissant plus que dans l'ombre. Le  
premier rôle était ostensiblement et exclusivement  
joué par Metdepenningen; en lui seul le public sa-

Byron

Brébart

luait le coryphée de l'orangisme, en lui seul il voyait le guide du conseil communal, du comité des amis de l'ordre et des loges maçonniques. On croyait aussi qu'il donnait l'impulsion au *Messenger de Gand et des Pays-Bas*, et cela était vrai, plus vrai même qu'on ne le croyait.

Il en était l'âme. Il en réglait la marche générale, on le consultait sur tous les cas particuliers un peu douteux, et quand on n'allait pas assez souvent prendre le mot d'ordre chez lui, il accourait au bureau signifier ses volontés.

Elles étaient exécutées ponctuellement. M. Stéven, le plus raide des hommes et le plus butor des éditeurs, devenait pour lui d'une souplesse, d'une douceur parfaite : ce n'était plus qu'une presse qui se mouvait docilement au gré de M. Metdepenningen. Il doit y avoir entre ces deux hommes quelque mystère politique dont je n'ai jamais pu déchirer le voile.

Metdepenningen était donc le directeur suprême, le maître absolu du *Messenger*. De plus, il s'en faisait le rédacteur, du moins chaque fois qu'il jugeait que la gravité des circonstances nécessitait sa collaboration.

A tant de besogne politique, Metdepenningen, assez couru d'ailleurs comme avocat, ne pouvait suffire seul ; il lui fallait une doublure, un second, un aide quelconque. Il fut quelque temps à le trouver ; enfin, personne ne se présentant, il donna la préférence à M. Étouard Brébart.

Ce M. Brébart, au commencement de la révolution, était un médecin fort inconnu et fort délaissé.

Ses loisirs lui pesant, le pauvre garçon s'avisa de faire par la ville les commissions politiques de M. Metdepenningen. Bien lui en prit : cela le mit en relief, l'orangiste fit valoir le médecin, la clientèle arriva, et, l'engouement de parti s'en mêlant, il y eut même un temps où à Gand un malade ne pouvait mourir en odeur de sainteté orangiste s'il ne s'était fait tuer par le docteur Brébart.

Du reste, si beaucoup de mémoire pouvait suppléer à fort peu de jugement, et si le parlage pouvait cacher le manque d'études et de connaissances, M. Brébart serait un homme fort distingué.

Doué d'une activité infatigable, mais ressemblant beaucoup, quant aux résultats, à celle de l'écureuil dans sa cage, le petit docteur court partout, parle de tout, met la main à tout, se vante de tout. Les jeunes gens du monde élégant en le voyant arriver se mettent ordinairement à fredonner : *Place au factotum de la ville*, et le peuple l'appelle 't *Docteurke moeyal*.

Ce saute-ruisseau de la restauration, grandi à l'ombre de Metdepenningen, ne serait qu'un personnage ridicule, si son penchant à l'exagération n'en faisait un homme dangereux. Mais amplifiant tous les sots propos, toutes les idées ou saugrenues ou haineuses que, dans ses courses éternelles, il ramasse auprès des orangistes de bas étage, il les formule en projets extravagans dont il étourdit Metdepenningen, qui trop souvent a la faiblesse de se prêter à leur exécution. Cette influence d'un sot sur un homme intelligent mais exalté, a valu à la ville une prolongation de troubles et un surcroît de discordes.

Où il rendait le plus de services à son patron, c'était dans les réunions publiques et les banquets, orangistes ou autres, auxquels celui-ci ne pouvait assister. Il faut que j'aïlle là, disait-il, pour tenir certains suspects en bride. Cela voulait dire qu'il fallait qu'on ne fit entendre que les discours, qu'on ne portât que les toasts et qu'on ne chantât que les chansons qui eussent l'approbation des hommes du *Messenger*; et effectivement les orangistes modérés, gens honnêtes mais timides, n'osaient pas être infidèles au programme du journal. Ils détestaient tous M. Brébart, mais ils lui faisaient l'honneur de le craindre. C'est que derrière lui ils voyaient Metdepenningen, et derrière Metdepenningen, Charles Froment armé du terrible *Messenger*.

Brébart était donc une espèce de terroriste de bonne société, et comme qui dirait un Tytgat orangiste.

Le *Messenger*, je l'ai déjà dit, s'attachait avant tout à empêcher ceux qu'il avait enrégimentés de devenir déserteurs ou traînards. Il avait organisé contre les siens une sorte de terreur morale qu'il exerçait à l'aide des injures et de la diffamation. Les tièdes et les douteux étaient signalés à Lille auprès de Froment, qui avait les personnalités dans ses attributions, qui les réclamait comme sa spécialité, comme un bien dont il était jaloux et qu'il exploitait avec délices.

Les correspondans de Froment étaient Metdepenningen et Brébart. Le bourreau avait ses pourvoyeurs de victimes. Cette justice, dans l'argot de ces messieurs, s'appelait *la peine du Froment*. Ils disaient :

Un tel est condamné à trois jours, à trois semaines, à trois mois de Froment, suivant la gravité de l'offense.

C'est ainsi que nous avons vu de bonne heure d'honorables industriels et le respectable M. Van Crombrugge lui-même frappés de cette peine; c'est ainsi, pour ne prendre qu'un malheureux entre cent autres, qu'un bon et modeste savant fut condamné à je ne sais combien d'années de Froment pour avoir eu le courage de dire à Metdepenningen, qui conseillait je ne sais quelle mesure extrême sous prétexte que l'orangisme était toujours sur le champ de bataille : « Notre champ de bataille c'était le 2 février (affaire Grégoire) et vous n'y étiez pas. »

C'était, comme on voit, le *compelle intrare* du vieux catholicisme changé en *compelle restare*. Ce système de coaction morale réussit et l'effet en dure encore à l'heure qu'il est. La peur du *Messenger* fait professer publiquement l'orangisme à bien des gens qui conviennent au coin de leur feu qu'aujourd'hui l'orangisme n'a plus de sens.

Parmi ses rédacteurs de bonne volonté, le *Messenger* comptait un publiciste français, M. D'Herbigny, écrivain de renom, homme honorable sous tous les rapports et qu'il n'était pas possible d'associer à cet odieux système de personnalités. Mais voici ce qu'on avait imaginé pour le pousser du moins à cette hauteur d'exagération où s'était lancé le *Messenger* : M. D'Herbigny, qui habitait le département du Nord, venait de temps en temps à Gand : on avait toujours soin de l'entourer des orangistes les plus exaltés, et on lui jurait que tout Gand pensait comme ces mes-

sieurs et que toute la Belgique pensait comme Gand; Le candide littérateur croyait fermement que la restauration était infaillible, et à la fin de 1839, six mois après la ratification du traité; il s'écriait de la meilleure foi du monde (son article s'adressait aux princes de la famille d'Orange-Nassau) :

« Venez, princes, nos cœurs et nos murs vous sont ouverts; »

Apostrophe à laquelle les orangistes eux-mêmes répondaient par un immense éclat de rire, qui trouvait de l'écho jusques dans les bureaux du journal qui la publiait.

Pendant, à dater du commencement de 1840, M. D'Herbigny a cessé d'écrire dans le *Messageur*. Un indiscret lui aurait-il révélé l'espèce de mystification dont il était l'objet?

Grâce aux goûts dépravés de Froment, j'étais débarrassé, moi, de la tâche désagréable des personnalités, pour lesquelles je ne me sentais aucune vocation, et auxquelles d'ailleurs on savait que je ne me serais livré à aucun prix quand elles devaient s'adresser à la vie privée. D'un autre côté, quelques modifications qu'il eût subies, l'orangisme de Gand était un brasier à comparer à l'orangisme d'Anvers, qui était devenu une glacière où mon ardeur s'était considérablement refroidie. Mon zèle se réchauffa donc aux flammes de mon entourage; heureux de ma nouvelle position, je travaillai beaucoup, et même je travaillai bien, si j'en crois les éloges de M. Metdepenningen, homme pourtant bien difficile à satisfaire.

*P.L. ... Conserverboering  
De koninkrijke en Hooglandse  
... 61 ...*

Son seigneur et maître étant content, M. Steven l'était naturellement aussi; il le fut même à tel point que, faisant violence à ses habitudes, il me combla d'égards et de prévenances et augmenta spontanément mes appointemens de 40 francs par mois. J'étais engagé à raison de 2,800 francs par an; cette augmentation porta mon traitement à 3,280.

*supplément  
Huyse*

Ce n'était pas là une situation pécuniaire bien brillante, mais je dois dire que je joignais à ce modeste revenu une petite part dans la subvention que payait le gouvernement des Pays-Bas à ses défenseurs de la presse belge, et les deux réunis me permettaient de vivre décentement, même avec une famille nombreuse.

J'ai prononcé le mot de subvention. Ici quelques lignes d'explication deviennent nécessaires, afin que le lecteur n'aille pas s'imaginer que, comme on l'a dit tant de fois, nous autres pauvres rédacteurs orangistes, nous avons constamment nagé dans l'or de la Hollande.

Voici sur ce point, objet de grandes exagérations d'un côté, de dénégations intrépides de l'autre, quelques renseignemens exacts.

Il est certain que dès le commencement de la révolution les journaux orangistes de la Belgique furent soutenus par l'argent de la Hollande. Ce furent d'abord des sommes dont le montant n'était pas fixé d'avance et qui se payaient à des époques irrégulières aux éditeurs et aux rédacteurs principaux à titre d'indemnité ou de gratification. Ces douceurs allaient pour les rédacteurs de deux à trois cents florins; je n'ai jamais su au juste la part des éditeurs. Plus tard

ce secours se régularisa. Chaque éditeur touchait une somme déterminée représentant un certain nombre d'abonnemens, par exemple 100 ou 150; mais ces abonnemens étaient purement nominaux, car les journaux subventionnés ne livraient pas un seul exemplaire gratis ni en Hollande ni ailleurs. Les rédacteurs en chef recevaient 600 florins par an; et pour stimuler leur zèle, on leur donnait l'assurance qu'ils pouvaient considérer ce secours comme une petite pension viagère.

Ce que je viens de dire s'applique spécialement au *Messenger de Gand*. Après des libéralités assez amples reçues de la Hollande, les deux premières années de la révolution, l'éditeur de ce journal M. A. B. Stéven toucha régulièrement, d'abord une somme équivalente à 100 abonnemens, puis, sur sa demande, 4,400 florins, somme correspondante à 150 abonnemens. Ses rédacteurs principaux eurent chacun le secours annuel de 600 florins dont nous venons de parler.

L'argent qui servait au paiement de ce subside arrivait tous les trois mois à Bruxelles chez M. Ch. M....., qui en transmettait une partie à Gand chez M. Metdepenningen, et à Anvers, chez M. L. D....., qui à leur tour le faisaient tenir aux destinataires.

Pour ce qui concerne le *Lynx* et l'*Industrie*, je ne puis dire avec exactitude quel fut le montant des subsides qui leur étaient accordés, n'ayant jamais travaillé à ces journaux. Mais, si j'en crois ce qui se disait au sein de nos petits comités, ces secours devaient s'élever à des sommes considérables. En 1837

mon éditeur d'Anvers prétendait savoir qu'à cette époque les deux journaux avaient déjà coûté au gouvernement hollandais plus de 130 mille florins, ce qui aurait fait pour chacun d'eux vingt mille francs par an. D'un autre côté, plus d'une fois j'ai entendu des chefs du parti se plaindre des sommes énormes qu'absorbaient les deux feuilles. Je ne puis rien affirmer, mais ce qui rend vraisemblables ces assertions et ces plaintes, c'est que ni le *Lynx* ni l'*Industrie* n'ont jamais eu une clientèle qui leur permit de se soutenir par eux-mêmes, comme auraient pu le faire à la rigueur le *Commerce d'Anvers* et le *Messager de Gand* : le *Lynx* n'a jamais compté plus de 200 abonnés, l'*Industrie* n'a même jamais atteint ce nombre. Avec cela un journal ne saurait subsister; il ne peut vivre que d'une vie factice; or, pour procurer une vie factice à un journal, il en coûte excessivement cher.

Le *Journal du Commerce d'Anvers* ne participa qu'assez tard au subsidé. L'éditeur de ce journal, plein d'un généreux enthousiasme pour la cause qu'il servait, et qui en 1830 n'avait guère que 20 ans, avait refusé le secours d'argent que les chefs du parti lui avaient offert dès les premiers temps de la révolution. Seulement au commencement de 1832, et à la suite d'un procès criminel qui lui avait valu une incarcération préventive longue et passablement cruelle pour un homme valetudinaire comme il l'était, on revint à la charge et on lui remit 500 florins au nom du roi Guillaume, qui, lui disait-on, lui offrait cette somme comme un faible dédommage-

ment de ce qu'il avait souffert pour sa cause. Il accepta pour ne pas avoir l'air de manquer de respect à son roi, mais en déclarant qu'il ne recevrait rien au-delà. Cependant, lorsqu'en 1836, le *Précurseur* vint lui faire une rude concurrence et lui enlever en peu de temps une grande partie de ses abonnés, il se vit contraint de solliciter lui-même ce qu'il avait refusé d'abord. Il l'obtint sans difficulté. On lui accorda un secours annuel de 6,000 francs, qui au bout de trois ans, la lutte avec le *Précurseur* continuant à lui être désavantageuse, furent portés à 10,000 francs.

Ce fut à la même époque, c'est-à-dire en 1836, que j'obtins à mon tour un secours de 600 florins par an. C'était ma première rémunération; jusque-là je n'avais rien reçu de La Haye, pas même la plus légère gratification. Je continuai à toucher ce subsidie en passant au *Messenger de Gand*; on me renouvela même la promesse que ce serait là pour moi une rente viagère, promesse dont ma retraite volontaire annula l'effet.

L'éditeur du *Journal du Commerce* vint me dire un jour qu'il avait appris par un de ses amis de Hollande que depuis les 500 florins qu'on lui avait offerts de la part du roi Guillaume au commencement de 1832, une pareille somme avait été chaque trimestre allouée à son profit et envoyée en Belgique. Cependant il n'en avait rien touché. Mon éditeur fit des démarches pour récupérer cet arriéré, mais en vain. Il ne put pas même découvrir ce que cet argent était devenu.

A propos des secours pécuniaires accordés aux

journaux, je devrais peut-être dire quelques mots touchant les autres sommes distribuées en Belgique par le gouvernement hollandais. Mais fidèle à la règle que je me suis imposée de ne parler que de choses sur lesquelles je puis fournir des données précises, je m'abstiendrai de m'étendre sur ce sujet, ne pouvant le traiter que d'après des ouï-dire. Tout ce que je puis déclarer avec certitude, c'est que des chefs du parti m'ont assuré à plus d'une reprise que beaucoup de partisans de la maison d'Orange, anciens fonctionnaires civils, ou militaires retirés du service et quelques-uns en activité, continuaient à recevoir des secours réguliers et que ces traitemens s'élevaient annuellement à une somme considérable. J'ajouterai que moi-même un jour j'adressai au roi Guillaume, par l'entremise de M. D....., une pétition d'un ancien officier de l'armée des Pays-Bas, qui avait refusé de prendre du service dans l'armée belge. Ce militaire ne demandait qu'une pension de 200 florins, il en obtint une de 300.

Du reste, l'année dernière un document communiqué à la seconde chambre des états-généraux, le fameux état B, nous a appris que l'argent dépensé pendant 10 ans en Belgique pour cause d'orangisme s'élève à quelques millions de florins.

On m'avait dit à Anvers et j'avais cru candidement que toutes les sommes consacrées à soutenir la presse orangiste et à réchauffer le zèle des partisans du roi Guillaume, provenait de la cassette particulière de ce monarque. Le sacrifice était grand, mais il ne paraissait pas au-dessus de la fortune privée d'un prince si

Noen ! - Melastengon !  
1839 : Vordrag ! Scheiding  
- 66 -

étonnamment riche, et mon admiration pour Guillaume s'en était accrue. Je sus plus tard, et le malheureux état B. dont il s'agit ne me laissa plus de doute possible, que tous ces millions avaient été détournés du trésor public où ils avaient une autre destination. Ce fut pour moi une désillusion amère.

Les subsides payés aux journaux orangistes ont-ils cessé avec le règne du roi Guillaume I<sup>er</sup>, ou se continuent-ils encore sous Guillaume II? je ne saurais le dire. Trois ou quatre fois M. Metdepenningen était venu apporter au bureau du *Message*, des assurances contraires à cet égard, et je quittai définitivement le journal au mois de février 1841; la chose restant encore indécise. Tout ce que je sais pertinemment c'est que M. Stéven a touché sa subvention de 4,400 florins jusqu'au 31 décembre 1840.

J'ai oublié de dire en parlant du *Message de Gand*, que l'éditeur de cette feuille, outre les gratifications et les subsides mentionnés, doit au gouvernement hollandais une autre libéralité, qui n'est pas de mince importance. Nous avons dit dans un autre endroit que ce gouvernement avait acquis la propriété de ce journal en 1829; eh bien, après la révolution il céda gratis tous ses droits à M. Stéven, qui n'en était que l'imprimeur-éditeur.

Je reviens à l'année 1839.

Le hasard n'avait rien fait en faveur de la cause orangiste, l'habileté du roi Guillaume n'avait pas trouvé l'expédient qu'on espérait d'elle, et le traité, légèrement modifié, avait été signé et ratifié par toutes les parties intéressées. Il séparait définitivement la Belgique et la Hollande.

Belgisch, l'organe  
des Flandres  
Orangisme  
d'ind

Le premier événement politique qui suivit à Gand la conclusion de cette convention finale, ce fut la fondation de l'*Organe des Flandres*.

L'apparition de ce journal causa un moment d'inquiétude aux hommes du *Message*. Il avait des chances de succès : l'argent ne lui manquait pas, il se publiait dans des circonstances opportunes, et on savait qu'il avait l'appui de beaucoup d'industriels. Pour détourner le coup que l'on craignait, le *Message* publia d'avance et à tout hasard que l'*Organe* était un journal créé par le ministère : l'*Organe* justifia, et au-delà, notre assertion ; non-seulement il se montra ministériel, mais épiscopal. C'était une maladresse insigne et qui sauva le *Message*. Un journal, pour réussir à Gand, doit être libéral, il doit surtout être indépendant ; on ne doit pas espérer de faire accepter aujourd'hui un double servilisme à ceux qui étaient orangistes hier ; l'orangisme, quoi qu'en disent nos ennemis, n'a rien de servile. L'*Organe* n'enleva pas trois abonnés au *Message*. Les industriels eux-mêmes renièrent et désertèrent le nouveau journal.

Quelques symptômes de découragement, signes avant-coureurs d'une dissolution, commençaient à se manifester dans le parti : on prenait le traité au sérieux, on se laissait aller à l'abattement. Nous n'en fûmes guère émus, moi et mes amis du *Message* : ce n'était plus du concours d'une opinion plus ou moins énergique que nous attendions le triomphe de notre cause ; nous ne comptions même plus sur la presse ; nous recourions à un moyen extrême, à un

remède dernier, nous demandions la restauration à une conspiration.

Nous étions en plein complot. Mais ici j'ai besoin de remonter un peu dans le passé.

Je crois inutile de revenir sur les conspirations de Grégoire et Vandersmissen, dont les détails sont de notoriété publique; je ne répéterai pas davantage ce qu'on a dit des intelligences pratiquées dans l'armée belge à l'époque de la bataille de Louvain. Je me bornerai à rappeler que depuis lors les relations secrètes nouées entre le parti orangiste et certains chefs de notre armée ne furent jamais entièrement interrompues.

Toutefois, pendant plusieurs années, ces machinations n'eurent pour objet rien d'actuel ni d'actif; c'était, si je puis m'exprimer ainsi, une conspiration expectante; on ne cherchait pas à faire naître les événemens, on les attendait pour agir. Il faut naturellement en excepter les projets de nouvelle invasion en 1852 et 1853, dont j'ai parlé plus haut, et où nécessairement chaque officier belge complice devait, en cas d'exécution, avoir son rôle tracé d'avance.

Ce ne fut qu'en 1859, à l'époque de la discussion du traité final par les chambres belges que ces trames furent sérieusement et activement renouvelées. On crut, et peut-être avec raison, le moment favorable : le

pays était agité; l'armée, mécontente. Mais cette fois le mouvement contre-révolutionnaire ne devait plus être militaire seulement, on voulait y associer aussi le peuple.

Ici je vais parler avec d'autant plus de certitude que les détails ne m'étaient plus donnés par des tiers à titre d'encouragement ou pour ma gouverne de journaliste, mais que je pris à cette affaire une part directe, que j'y jouai un rôle assez important.

Il s'agissait de réunir en un faisceau tous les mécontents du pays, orangistes, républicains et patriotes de 1830. Je fus choisi pour aller à Bruxelles et tâcher de m'entendre avec M. Bartels, alors rédacteur du *Belge*. Je m'adjoignis M. Delrue, éditeur du *Journal du Commerce d'Anvers*, qui, au premier mot qu'il apprit de l'affaire, s'était spontanément offert pour cette mission. Nous n'eûmes pas de peine à tomber d'accord avec M. Bartels; nous le trouvâmes d'autant mieux disposé qu'il était déjà en train d'agir pour le compte de son propre parti, de concert avec quelques autres agitateurs, notamment avec Kats, le président des *meetings*. Déjà, par leur influence, quelques attroupe-mens avaient commencé à se former dans les rues de la capitale.

Le complot, formé, comme on voit, d'éléments hétérogènes, ne pouvait pas tendre à un but commun pour reconstruire; on ne pouvait être d'accord que pour abattre. On se contenta donc de formuler un programme portant en substance « qu'on travaillerait à renverser l'ordre des choses existant, et qu'ayant fait table rase, on consulterait le pays pour

savoir à quel parti resterait la majorité, et ce que l'on mettrait à la place du pouvoir détruit. »

Chacun des trois partis montrait beaucoup de confiance dans le triomphe de son opinion, et se riait des espérances des deux autres. Le parti républicain surtout affectait une assurance qui me surprenait, vu le petit nombre de ses adhérens dans notre pays; mais je sus plus tard le mot de l'énigme : leur projet se rattachait à un plan plus vaste, et si le mouvement éclatait en Belgique, il devait aussitôt être imité en France et même dans les provinces rhénanes.

Quant aux moyens d'exécution, les voici en peu de mots : chaque soir, tant que dureraient les délibérations de la Chambre des représentans sur le projet de traité, on devait lancer dans les rues de Bruxelles le plus de monde possible. Les hommes des meetings avec les étudiants de l'université libre auraient formé le premier noyau, et se seraient recrutés de tous les émeutiers tant de la capitale que des autres villes du royaume, comme Gand, Liège, Anvers, etc., qui devaient envoyer chacune un contingent. Jusqu'au moment du vote, on devait crier : *Vivent les Chambres! Vive le Limbourg! Vive le Luxembourg!* Après le vote, que l'on prévoyait devoir être une acceptation, le mot d'ordre aurait été : *A bas les Chambres! A bas le gouvernement!* En cas de démonstration de la police ou d'attaque de la force armée, on aurait résisté et fait usage des armes dont devaient être munis la plupart des mutins. On comptait sur la coopération ou tout au moins sur l'inertie d'une partie de la garnison de Bruxelles, qu'on avait

commencé à travailler, et qu'on allait travailler de plus belle. On m'assura même que des officiers du régiment des guides étaient gagnés. Un premier succès obtenu, le mouvement devait se répéter dans les principales villes, où l'on se croyait sûr de l'appui des chefs militaires.

Pour ma part, je promis, d'après mes instructions, d'envoyer de Gand à Bruxelles, une avant-garde de 25 hommes choisis dans la bourgeoisie, sauf à augmenter rapidement et considérablement ce petit corps si le mouvement prenait un peu de consistance.

Je revins à Gand. Il y eut une assemblée de chefs orangistes chez M. Metdepenningen. J'y fis mon rapport, et tout fut approuvé, programme et moyens d'exécution. Vingt-cinq jeunes gens bien déterminés, et tous appartenant à la bourgeoisie, furent recrutés et envoyés à Bruxelles. En partant, ils reçurent pour frais de route trois cents francs que j'avais reçus des mains d'un banquier pour les leur remettre.

Je vis aussi les républicains de Gand, gens peu nombreux, mais comptant quelques hommes d'action et d'énergie. Ils me promirent de faire de leur mieux, le moment venu, tant à Gand qu'à Bruxelles.

Nos 25 volontaires partirent donc; mais, à leur arrivée à Bruxelles, ils apprirent que Kats et Bartels, poursuivis criminellement, venaient d'être jetés en prison; c'étaient les deux chefs d'émeute à qui ils étaient adressés et qui devaient les diriger; ils ne trouvèrent point d'autres guides, ne virent aucun rassemblement dans la rue, et durent revenir sans

avoir pu rien entreprendre. Les 24 articles furent acceptés, et le malheureux vote passa sans provoquer autre chose qu'un peu de bruit dans les journaux.

La tentative de bouleversement était, comme on voit, sérieuse et aurait pu avoir de graves conséquences. Le hasard servit le gouvernement. Il poursuivit et incarcéra Kats et Bartels pour leur proclamation à l'armée : il ne savait pas alors, il ne sait peut-être pas encore de quels dangers le préserva l'arrestation de ces deux personnages.

On me cita à Gand pour chefs de complot militaire le général D.... et le général Van der Meeren. D...., je l'avais entendu nommer dans tous nos projets de complot, mais c'était la première fois qu'on prononçait devant moi le nom de Van der Meeren, en qualité de conspirateur. A Anvers on m'en parlait toujours avec mépris, non-seulement comme révolutionnaire, ce qui de la part d'orangistes était tout naturel et ne prouvait pas grand'chose, mais aussi comme homme privé. On l'impliquait dans je ne sais quelle scandaleuse affaire de jeu, dont l'une des principales sociétés de la ville avait été le théâtre.

On me cita aussi plusieurs autres officiers de divers grades comme engagés dans la conspiration : je ne puis, quand je le voudrais, nommer les uns, parce que j'ai oublié leurs noms obscurs ; et je ne veux pas nommer les autres, parce que je répugne à signaler des gens que rien encore n'a perdus ni compromis.

Malgré la déconvenue de Bruxelles, la conspiration continua, du moins la conspiration militaire ; elle se faisait au profit de la restauration. On fondait de

grandes espérances sur le général D..., à cause de sa position; on attendait beaucoup aussi du général Van der Meeren, qui s'était fait l'agent le plus actif, le propagateur le plus zélé du complot auprès des officiers de l'armée. A Gand, Metdepenningen et le médecin Brébart avaient des rapports directs avec lui. C'est d'eux que je tiens les détails que je consigne ici.

Ils m'assuraient toujours qu'un mouvement militaire allait éclater. Rien cependant ne se faisait, et tout resta tranquille dans le pays jusqu'au mois d'octobre 1839.

Vers cette époque, le meeting de Gand, peu fréquenté jusqu'alors, avait commencé à attirer l'attention du peuple, qui s'y portait en plus grand nombre : Kats et les autres orateurs s'étaient mis à prendre spécialement pour thème de leurs discours la gêne de l'industrie et les souffrances des classes ouvrières. Les chefs orangistes résolurent d'exploiter cette occasion. Un ouvrier cotonnier doué d'une éloquence naturelle fut envoyé au meeting. Il y parla avec chaleur, et indiqua une réunion d'ouvriers à la place du Vendredi pour le 2 octobre. Elle eut lieu. On sait ce qui s'ensuivit.

Ce jour du 2 octobre je rencontrai dans la rue Metdepenningen comme il revenait de Bruxelles, où il avait assisté à une séance du comité orangiste central. Il était plus de midi, la troupe avait déjà fait feu sur le peuple. Metdepenningen paraissait enchanté du résultat de la journée et semblait disposer à ranimer le mouvement. Il allait m'exposer ses vues, mais

s'interrompant tout-à-coup, il me dit : Tiens, le général Van der Meeren est ici, allons le trouver. Et il me conduisit dans une maison voisine : le général venait d'en sortir. Metdepenningen me donna rendez-vous chez lui pour 2 heures; je m'y rendis, et de là il m'emmena ailleurs dans une petite réunion orangiste où se trouvait l'inévitable Brébart et où l'on attendait le général Van der Meeren. Dans ce conciliabule, on examina s'il y avait chance de recommencer utilement la lutte entre la troupe et le peuple. On se prononça pour l'affirmative, se rendre maître de la ville paraissait encore facile; mais, dit quelqu'un, ensuite? Toute la discussion se resserra dans ce terrible mot *ensuite*? et calma la fougue des plus emportés. Chacun comprit qu'on serait embarrassé de la victoire, et reconnut qu'il n'y avait pas d'espoir de se voir imité par la population d'une seule autre ville du pays. On résolut d'abandonner le peuple à ses propos inspirations, et tout se calma.

Le général Van der Meeren ne vint point. Il jugea sans doute qu'il n'y avait plus moyen de tirer parti du peuple, plus effrayé encore qu'irrité, et je crois qu'il jugea sagement. Il était pourtant venu, à ce que j'appris, dans le dessein de se mettre à la tête de l'émeute, revêtu de son uniforme de général qu'il avait apporté dans sa malle.

Pour moi, la résolution de notre petite réunion me fit faire des réflexions décourageantes. Voici, me disais-je, une ville où la grande majorité des classes éclairées appartient incontestablement à l'orangisme; un jour l'appui du peuple en masse lui arrive, et

cette ville ne veut ni ne peut rien tenter pour le triomphe de son opinion, dans la certitude de ne trouver ni sympathie ni soutien dans aucune autre localité! Qu'est-ce donc qu'un parti qui doit avouer qu'il n'a quelque force que dans une seule ville du pays?

Fort peu de temps après les troubles d'octobre, le docteur Brébart vint me dire qu'on *chauffait joliment* la conspiration militaire; que l'on avait recueilli chez les principaux orangistes du pays une somme de 40,000 francs, qu'un riche particulier de Gand en avait donné 5,000 pour sa part, et que 12,000 en avaient été comptés au général Van der Meeren.

Ces détails me furent confirmés quelques jours plus tard dans une conversation que j'eus avec Metdepenningen, sauf un point, que Brébart, toujours enclin à l'exagération, avait grossi de moitié: ce n'était pas 40,000 francs, mais 20,000 qu'on avait quêtés dans le parti orangiste. Metdepenningen ajouta qu'un nouveau mouvement allait éclater; que D.... avec les troupes qu'il commandait prendrait l'initiative et que l'on tenterait à Gand une seconde émeute populaire.

Mais, lui dis-je, vous avez vu la vigueur déployée par la garnison contre nos émeutiers; ne croyez-vous pas qu'une nouvelle tentative d'émeute sera tout aussi énergiquement réprimée? ne craignez-vous pas de faire couler inutilement le sang des ouvriers?

Bah! me répondit-il, nous ne lancerons de nouveau le peuple dans la rue que lorsque nous aurons

appris que D... a donné le signal et qu'il a réussi; muni d'une proclamation et d'une lettre de ce général, j'irai moi-même trouver le chef de la garnison et vous verrez qu'après la lecture de ces pièces ce militaire ne sera plus à beaucoup près aussi impitoyable.

Ce beau projet ne fut cependant pas mis à exécution, j'ignore pour quelle raison.

Je m'informai un jour à Brébart jusqu'à quel point le gouvernement hollandais était engagé dans la conspiration. Il m'apprit qu'au commencement on en avait écrit à La Haye, et qu'il avait été répondu qu'on approuvait l'entreprise et qu'on laissait carte blanche aux chefs; mais que le général Van der Meeren, peu soucieux de risquer sa tête sur un pareil enjeu, se fit donner des garanties plus formelles. Il stipula pour les chefs du complot récompense en cas de succès, et refuge et pension en Hollande, en cas de non-réussite. Le tout lui fut solennellement promis par le prince d'Orange, à ce que me dit Brébart. Pourtant, à cette époque, Guillaume I<sup>er</sup> régnait encore.

On remarquera que je ne fais ici que répéter les propos de Brébart, et que je n'en garantis pas l'authenticité.

Je ne dois pas oublier de rapporter un incident du complot assez curieux. Lorsque le général D... se trouvait encore à V....., le comité orangiste de Bruxelles eut un jour besoin de lui dépêcher en toute hâte une personne de confiance. On jeta les yeux sur M\*\*\*; aujourd'hui négociant à Gand, mais habitant alors la capitale, et initié dans les secrets de l'affaire. Il accepta la mission, s'adjoignit une autre personne, prit



laient plus continuer une lutte ardente et stérile.

Ma position au *Messageur* cessait d'être agréable. Plus les circonstances nous devenaient contraires, plus Metdepenningen devenait difficile et exigeant; il voulait moins que jamais faire des concessions; il professait les plus étranges doctrines : il soutenait que, dans l'intérêt de ce qu'il appelait un principe, on pouvait nier l'évidence, on pouvait être de mauvaise foi.

C'étaient des lances à rompre avec lui tous les jours.

J'avais écrit qu'*orangisme* et *orangistes*, termes que nous avions adoptés d'après l'usage général, étaient cependant des expressions impropres, dans ce sens qu'elles impliquaient trop l'idée d'un attachement exclusif à une famille royale; qu'il ne s'agissait pas pour nous d'une question de dynastie ou du principe de la légitimité; que nous combattons surtout pour un *fait*, la réunion des deux pays, à cause des avantages matériels immenses que l'expérience avait prouvé découler de cette combinaison; qu'en un mot, notre véritable nom c'était *réunionistes*. Metdepenningen me soutenait avec véhémence qu'*orangistes* et *orangisme* était au contraire fort bien dit : qu'il s'agissait avant tout d'un *principe*, des droits de Guillaume et de son auguste famille. Il faisait, lui, de l'orangisme quelque chose de semblable au légitimisme français; la question était presque pour lui une question de droit divin. Il voulait aussi qu'on ne tarit point en éloges sur les vertus du roi et des princes. La discussion s'échauffa; je per-

sistais dans mon opinion, il s'opiniâtrait dans la sienne. Enfin, je lui dis : Ecoutez, je sais qu'il y a des orangistes courisans, mais je ne suis pas de ce nombre. Il comprit et se tut.

Depuis la conclusion du traité, la Hollande percevait sur la navigation du canal de Terneuzen un droit illégal de 54 cents par tonneau. Je défendis énergiquement l'intérêt de la ville de Gand et les droits de la Belgique dans plusieurs articles qui nous rendirent un peu les bonnes grâces du commerce et de l'industrie, que nous avions perdues depuis longtemps, et qui furent reproduits dans les journaux les plus répandus du pays, honneur qui arrivait rarement au *Messenger*. Dans un de ces articles j'avais traité les prétentions du gouvernement hollandais de *pures chicanes*. Bien mal m'en prit; cette expression me valut de la part du patron du *Messenger* la plus verte des semonces. Mais, lui dis-je, quand il est évident que ce sont des chicanes, pourquoi ne pas l'écrire? En thèse générale, cela peut s'écrire, sans doute, répondit Metdepenningen; mais jamais cela ne doit être dit par le *Messenger* au gouvernement hollandais. Pardon, dis-je, j'avais pris au sérieux notre nouveau programme (un de mes articles) où nous déclarons que, tout en restant les défenseurs du royaume des Pays-Bas, nous ne serons jamais les avocats de la Hollande.

Lorsqu'au mois d'août 1840, la question d'Orient vint de nouveau inquiéter l'Europe, je prédis dans le *Messenger* que, malgré la formidable attitude de la France, la guerre n'éclaterait pas. Je prévoyais comme

beaucoup d'autres que les volontés pacifiques de Louis-Philippe finiraient par prévaloir et que Thiers ne tiendrait pas. J'écrivis bien dix articles dans ce sens. Ils mirent Metdepenningen en fureur. Il accourt au bureau et d'un ton dur il me dit :

Ne comprenez-vous donc pas que nous devons désirer la guerre?

— Jè le comprends parfaitement; mais si d'un autre côté il m'est démontré que la guerre n'aura pas lieu, puis-je annoncer la guerre comme inévitable?

— Certainement, cela est plus agréable et plus adroit; la guerre générale c'est notre dernière chance. Il faut la prédire.

— Le beau plaisir! l'habile tactique! Quand, dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être, l'événement va nous donner un démenti éclatant.

— C'est égal, on dit toujours.

— Mais la bonne foi?

— La bonne foi! répondit-il, et je rapporte ses propres paroles, la bonne foi dans les luttes politiques c'est une duperie. Lorsqu'on veut apporter de la bonne foi dans le journalisme, on fait le *Journal de la Belgique* et non pas le *Messenger de Gand et des Pays-Bas*.

Froment, sur mon refus, écrivit des articles dans le sens contraire, et les bons lecteurs du *Messenger* apprirent pendant quinze jours que la guerre était imminente, après avoir vu pendant trois semaines qu'elle était plus éloignée que jamais. Son dernier article parut le jour même où l'on reçut la nouvelle de la chute du ministère Thiers.

Le matérialisme ou l'individualisme  
" orangisme verbal (Verdrog)  
" Messages 81 - itaak het vuren

Pour moi, j'étais confondu de tout ce que j'entendais. Je voyais avec étonnement et chagrin les écarts où les passions politiques entraînaient celui que ses partisans croient ne pas flatter en l'appelant *le beau caractère*, qui, comme homme privé, a su se concilier l'estime générale, et qui, je le reconnais, la mérite par certains côtés heureux de son caractère.

D'un autre côté, l'opinion publique se prononçait de plus en plus contre le vieux programme du *Message*. C'était à moi que l'on s'adressait de préférence, parce que, tout en me sachant un orangiste sincère et dévoué, on me faisait l'honneur de ne pas me prendre pour un orangiste extravagant.

Moi aussi j'aurais voulu continuer la lutte, et je résistai d'abord à toutes les représentations.

Alors on vint, pour ainsi dire, faire le siège en règle de mon opinion ancienne. Il s'élevait entre nous de curieuses discussions, et qui, recueillies, auraient formé un traité complet de la question orangiste, car j'avais affaire à d'habiles gens, aux hommes les plus distingués du parti. Je suis fâché de ne pouvoir rapporter en entier cette instructive polémique verbale. En voici quelques traits que j'ai retenus.

— La lutte orangiste, me disait-on, doit cesser; tout est fini; le traité est là : le droit sanctionne le fait; la révolution est accomplie; la séparation des deux pays est définitive. Allons, soumettez-vous; que le *Message* se plie à la nécessité. Ne soyons pas plus orangistes que le roi Guillaume.

— Le traité, répliquais-je, fidèle aux doctrines du *Message*, ne finit rien; il est sans valeur. C'est un

acte imposé par la force au roi des Pays-Bas.

— Imposé par la force, c'est possible; mais qu'importe? Presque tous les traités, base des États, sont le produit de la force; dans tout traité politique, il y a ordinairement un plus fort et un plus faible, un vainqueur et un vaincu, c'est-à-dire qu'il y a ordinairement une partie qui s'engage malgré elle. Or, tous ces contrats diplomatiques, fruits de la force, ont autant de valeur que si aucune contrainte n'était intervenue; ils font loi entre les nations tant qu'ils subsistent, et ils subsistent aussi longtemps qu'ils ne sont pas remplacés par d'autres traités.

— Tant qu'ils subsistent, soit. Eh bien! nous ferons que le traité de Londres ne subsiste pas longtemps; nous le déchirerons en faisant une contre-révolution. (J'avais encore un faible espoir dans la réussite de la conspiration.)

— Une contre-révolution! Mais avec quoi la ferez-vous? où en sont les élémens? où sont, pour y aider, vos auxiliaires en Hollande? Quels sont même vos partisans en Belgique? hors de Gand combien sont-ils? Jetez les yeux autour de vous, voyez la situation de la politique générale, et, dites, quelles sont vos chances de succès?

— Mais, dis-je, me rappelant l'argument favori de mon ami Metdepenningen, *il n'y a pas de droit contre le droit.*

— Mais, mon cher, me répondait-on en se moquant un peu de moi, ne voyez-vous pas où conduit cette règle de droit civil appliquée aux affaires internationales? où s'arrêter si on l'adopte? De convention

1. *Messenger* und *indigt*  
*industrielle* *Belangen*  
*nicht meer!* 83

en convention, on remontera jusqu'au premier traité conclu après le déluge, et il faudra reconstituer tous les États tels qu'ils se trouvaient formés immédiatement après cette catastrophe universelle. — Allons, soyez raisonnable. Que le *Messenger* accepte la position nouvelle; qu'il nous aide à en tirer le moins mauvais parti possible; qu'il abandonne des rêves chimériques pour le réel et le positif; qu'il s'occupe de nos intérêts matériels, qui sont ce que la révolution a le plus compromis.

— Mais la persévérance dans son ancien système n'empêche pas le *Messenger* de s'occuper des intérêts matériels; et, pour ma part, je m'en occuperais bien davantage encore si les industriels me donnaient les conseils et les renseignements que je leur demande en vain.

— Comment! vous vous étonnez de l'éloignement que vous témoigne l'industrie? Vous vous occupez aussi, dites-vous, de ses intérêts; c'est vrai, mais qu'arrive-t-il? lorsque, par hasard, il y a sur ce sujet un article raisonnable dans une de vos colonnes, dans la colonne voisine, il s'en trouve un autre où l'on couvre de boue roi, ministres, députés; où l'on menace d'anéantissement tout le régime nouveau, hommes et choses. Vous crachez au visage de ceux à qui vous exposez vos besoins; vous effrayez le pouvoir dont vous demandez l'assistance. Ce pouvoir n'aura pas la niaiserie de dire : Tenez, voilà de quoi bien vivre, afin de mieux vous aider à me renverser et à faire votre chère restauration. Non, tant que le *Messenger*, tel qu'il est, sera censé l'organe de la ville, il

fera au gouvernement une question d'honneur et de dignité de tout refuser aux Gantois — Subissez ce à quoi vous ne pouvez vous soustraire; reconnaissez l'ordre de choses nouveau; faites une opposition vigoureuse, si vous le voulez, mais placez-vous sur le terrain constitutionnel.

— Nous rapprocher du régime nouveau! mais le pouvons-nous, nous, les victimes et les martyrs de la révolution qui lui a donné le jour? pouvons-nous fraterniser avec nos bourreaux, avec des pillards et des assommeurs?

— Écoutez. Point de déclamation; le pillage et le meurtre sont, à coup sûr, des choses abominables; mais, après tout, le parti révolutionnaire ne se compose pas uniquement de brigands et d'assassins. Ensuite, parce que quelques-uns d'entre nous ont eu à souffrir des excès de la populace, est-ce une raison pour perpétuer à tout jamais les discordes, pour tenir indéfiniment la Belgique dans l'agitation? Même dans les pays où les citoyens armés les uns contre les autres ont fait couler le sang dans des batailles impies, où des milliers d'échafauds ont été dressés pour le parti vaincu, il est enfin un terme aux divisions, aux haines intestines. Notre patrie, du moins, a été exempte de ces horreurs. Quels qu'aient été les animosités, les luttes, les crimes des partis, il arrive cependant un jour où, forcément, ils ont à se rapprocher et à se réconcilier. Ce jour est arrivé pour la Belgique.

Ces entretiens se renouvelaient tous les jours; ils faisaient sur mon esprit une impression profonde,

non pas tant encore à cause de la vérité de ce qui s'y disait, qu'à cause du nombre et du caractère de ceux qui le disaient. C'étaient tous des hommes graves, d'une indépendance entière, n'ayant rien reçu et n'espérant rien du gouvernement nouveau, c'étaient nos plus sincères amis politiques.

Puis, de semblables discours se répétaient par toute la ville. Mon enthousiasme était battu en brèche de tous côtés; il tombait tison par tison.

Je méditai sérieusement sur tout ce que j'entendais; j'ouvris les yeux à la lumière, et finis par reconnaître la douloureuse évidence. L'orangisme, dans la primitive acception du mot, avait vécu: il n'y avait plus d'orangistes qu'au bureau du *Messenger de Gand et des Pays-Bas*.

C'est ainsi que je fus amené à fonder le *Réveil*. Je me séparai du *Messenger* au commencement de 1841.

---

## VIII

Fondation, succès et chute du *Réveil*.

(1841.)

Je crus devoir parler à Metdepenningen du revirement qui se manifestait dans l'esprit public, des réclamations dont j'étais assiégé, et j'essayai de glisser une timide phrase sur la nécessité d'approprier la marche du journal à la situation nouvelle que nous faisait la diplomatie; mais il m'arrêta dès les premiers mots et de sa voix de grosse cloche, il s'écria : *Restauration, rien que restauration.*

Je m'adressai aussi plusieurs fois à l'éditeur Steven; mais l'honnête imprimeur ne me comprenait seulement pas. Quand je l'entretenais d'opposition

Metdenpenningen wil geen  
Journal plecht het  
— 37 — Le Réveil de Gand

constitutionnelle, il s'imaginait que je méditais de le corrompre et que je voulais transformer le premier journal de l'orangisme en plat encensoir de la révolution et du ministère. Il est des yeux intellectuels pour lesquels il n'y a point de nuances : ils ne distinguent que de grosses couleurs.

Quand je rendis compte de ces entrevues aux orangistes désillusionnés qui avaient travaillé à me désillusionner à mon tour, ils me pressèrent vivement de créer moi-même un journal. Je me montrai disposé à le faire, mais je leur objectai mon manque d'argent ; ils m'en promirent, et beaucoup. Tous m'offraient des'engager dans l'entreprise pour des sommes qui allaient de 1000 à 3,000 francs. Quand j'additionnai toutes ces promesses, je trouvai un total de plus de 40 mille francs. Je calculai que les trois cinquièmes de ce capital m'auraient suffi.

Toutefois, avant de m'avancer plus loin, je crus par prudence devoir consulter encore l'opinion publique : j'eus la patience d'interroger tour à tour plus de 120 orangistes connus, autres que ceux qui avaient pris l'initiative auprès de moi ; je fus frappé de l'unanimité de leurs réponses : tous m'approuvaient et chaleureusement : à peine dans ce nombre rencontrai-je deux ou trois hommes de la nuance Metdenpenningen-Brébart.

La publication du journal fut donc résolue ; il devait porter le titre de *Réveil de Gand*, et s'avouer l'organe des orangistes raisonnables qui, cédant à la force majeure des événements, se résignaient enfin à accepter comme un fait accompli l'ordre de choses

Goldschmidt au de Réveil,  
Le 15 février 88 in febr...

issu de la révolution, et offraient leur alliance à tous les hommes honnêtes et indépendans d'une autre opinion, afin de tirer de la situation nouvelle le meilleur parti possible. On se proposait aussi de le consacrer spécialement à la défense des intérêts de l'industrie et du commerce.

Le moment décisif venu, j'éprouvai une singulière déception. Une terreur panique s'était emparée des mes futurs bailleurs de fonds, qui étaient venus à moi spontanément et avec tant d'ardeur. C'était à qui imaginerait un prétexte pour se dédire : l'un avait découvert qu'il était le cousin à je ne sais quel degré de M. Stéven; l'autre s'était rappelé tout à coup qu'il était lié depuis longtemps d'amitié avec cet éditeur; un troisième assurait qu'il avait la meilleure envie du monde de tenir sa promesse, mais que sa femme ne voulait pas.

La plupart cependant furent plus francs et m'avouèrent sans détour que le motif de leur subite retraite c'était la peur, la peur d'être voués à la géhenne du *Message*.

Bref, des 40 mille francs que j'avais en perspective 7,500 seulement furent mis à ma disposition.

Les hommes du *Message* ont répandu le bruit que M. G., qui appartient à l'opinion patriote libérale, avait seul créé le *Réveil* et qu'il y avait dépensé des sommes énormes; on a même pu lire dans un article de M. Metdenningen, qui aime presque autant à dire des personnalités qu'à en souffler, que j'avais troqué ma conscience orangiste contre l'or révolutionnaire de M. G. Voici à quoi se réduit cette

Le Réveil  
Lyon - 31/4/1848

exagération. M. G. n'intervint dans le *Réveil* que lorsque la fondation en eut déjà été décidée par mes amis orangistes; il me prêta en tout et en trois versemens différens 2,500 francs, et encore ne s'intéressa-t-il nullement dans l'entreprise comme actionnaire; mais il fut simple prêteur, n'ayant à prendre part ni aux bénéfices ni aux pertes, et sans se réserver la moindre direction politique. M. G. ne voulait, disait-il, que rendre service à un père de famille et se procurer le plaisir de lire un journal qu'il espérait devoir être plus vrai et plus modéré que beaucoup d'autres.

Le *Réveil* parut donc, ayant pour toute mise de fonds une somme de 10,000 francs. Mais ce qu'il y avait de plus encourageant pour moi c'est que même avant sa publication j'avais pu inscrire près de cent abonnés, presque tous anciens orangistes, et dont beaucoup d'abonnés du *Messageur*. La moitié du premier trimestre n'était pas écoulée que j'en comptais deux cents, et au commencement du second trimestre ce nombre s'éleva à deux cent quatre-vingt-deux, dont les trois quarts sortaient des rangs orangistes.

Près de trois cents abonnés au bout de trois mois, c'était un beau succès, surtout quand on considère le chiffre restreint des abonnés des journaux de province en général, et quand on sait que le *Messageur*, ancien journal et principal organe d'un parti riche, n'en possédait pas tout à fait six cents.

Mon registre d'abonnemens portait les noms de plus de 200 orangistes, la fleur du parti : des indus-

O - Zouk J. H. Verwal  
190

triels, des négocians, des propriétaires, des conseillers communaux, des avocats, des notaires, des médecins. On y voyait figurer ceux qui avaient défendu le plus courageusement la cause orangiste et ceux qui avaient souffert pour elle : les confesseurs et les martyrs du parti.

On croyait l'entreprise consolidée, on me félicitait. Moi seul je ne me faisais pas illusion, et, malgré cette première réussite, je pressentais que mon journal allait tomber. Voici pourquoi.

Je comprenais que tous ces abonnés orangistes n'étaient arrivés que sur la foi du programme, qui convenait à leurs opinions récemment modifiées ; mais, pour les retenir, il fallait avoir autre chose que des promesses de programme à offrir à des hommes habitués à lire le *Messenger de Gand*, journal qui toujours avait été soigné sous le rapport du style, et qui avait successivement compté pour rédacteurs des écrivains tels que MM. Durand, Raoul, d'Herbigny et Froment. Or, c'est ce que je ne pouvais faire ; mon mince capital promptement absorbé ne m'avait pas permis de payer un seul collaborateur, je ne pouvais pas même me donner un commis. J'étais seul à faire la besogne du journal, y compris la direction de l'imprimerie. Les détails accessoires et matériels m'écrasaient, et je ne pouvais pas même apporter au journal le peu que je vaux comme écrivain. J'étais condamné à faire constamment des numéros nuls ou pâles de rédaction. Je craignais donc de voir désertter mes abonnés aussi rapidement qu'ils étaient accourus.

Je résolus pourtant de faire un dernier effort auprès de ceux qui d'abord m'avaient promis leur assistance pécuniaire, espérant les déterminer en leur montrant la situation relativement brillante du journal. Mais, hélas ! j'avais à mon tour été condamné à la peine du Froment, et je l'avais subie dans toute son épouvantable rigueur. Les attaques furibondes du *Messenger*, qui ne m'avaient que médiocrement ému, avaient porté à son comble la terreur de ceux qui auraient pu être disposés à s'intéresser à mon entreprise. La pensée seule du *Messenger* les faisait trembler : il nous traiterait comme il vous traite, disaient-ils. A Gand, je n'obtins pas un centime.

Je reçus seulement une somme de mille francs de quelques libéraux de Bruxelles, qui, au début du journal, m'avaient promis de venir à mon aide, en cas de besoin. Ce secours était insuffisant.

Mes prévisions se réalisèrent, à la fin du second trimestre plus de cent abonnés me quittèrent et le *Réveil* dut mourir.

Comme spéculation financière, le *Réveil* fut une entreprise qui échoua complètement ; elle me laissa plus pauvre qu'auparavant ; comme essai sur l'opinion, elle réussit de tout point, et si l'on ne put donner suite au succès obtenu, c'est que les moyens d'exécution manquèrent ; le *Réveil* tomba, non pas comme manifestation politique intempestive, mon registre d'abonnemens, document curieux de statistique d'opinion, et que je conserve précieusement, est là pour prouver le contraire ; mais il tomba comme production littéraire médiocre ou même mauvaise.

Le *Réveil* disparu, la ville orangiste redevint la proie du *Messenger*, c'est-à-dire qu'elle retomba sous le joug de Metdepenningen et de Brébart.

Mais, medira-t-on, comment ces deux incompréhensibles tribuns s'opiniârent-ils à fermer ainsi les yeux à l'évidence? Quel intérêt peuvent-ils avoir à entraîner leurs concitoyens au-delà du possible?

Un intérêt d'ambition et de vanité.

Metdepenningen, comme tout homme qui se sent quelque portée, est ambitieux. Mais il a trop de perspicacité pour ne pas voir que tout raccommodement entre lui et le régime nouveau est impossible; il se sent trop compromis cette fois pour espérer de faire sa paix avec le gouvernement belge, comme cela lui a réussi avec le gouvernement des Pays-Bas, qui, après tout, n'avait à lui reprocher que des péchés véniels. D'un autre côté, les circonstances nouvelles l'ont fait grand; il est devenu le chef des chefs d'un parti, et l'esprit de parti, toujours exagéré, l'a proclamé un être extraordinaire, un demi-dieu. Ces louanges, quelque hyperboliques qu'elles soient, sont douces au cœur de l'homme, et Metdepenningen les a trouvées délicieuses. Il veut s'en abreuver toujours; il veut rester à tout jamais la divinité adorée de sectaires idolâtres. Il sait fort bien que la reconstruction du royaume des Pays-Bas n'est plus possible, et lui et Brébart, ces deux derniers augures de la restauration, ne peuvent plus, eux aussi, se regarder sans rire; mais il lui suffit qu'on fasse semblant d'y croire et d'y travailler. Tout ce qu'il demande c'est d'être encore encensé, peu lui importe que ce soit par des hypocrites.

La grandeur de Brébart (la grandeur de Brébart !  
à ville de Charles-Quint !) fait partie intégrante de  
celle de Metdepenningen ; elle y est attachée comme  
l'ombre au corps, Brébart voudra et fera toujours ce  
que voudra et fera Metdepenningen.

Metdepenningen est donc un demi-dieu placé sur  
un piédestal élevé ; ce piédestal a pour support une  
opinion, vraie ou factice ; si l'on permettait à cette  
opinion de disparaître complètement, le piédestal  
disparaîtrait avec elle ; Metdepenningen retomberait  
à terre, il redeviendrait un simple mortel comme au-  
paravant, et l'idole briserait dans sa chute les gros-  
tesques échasses sur lesquelles Brébart circule autour  
du monument.

Voilà pourquoi Metdepenningen et Brébart ne  
veulent pas que le parti orangiste abdique et se  
repose.

Mais, me dira-t-on encore, ceux que l'on appelait  
jadis les fiers Gantois, sont-ils donc devenus les plus  
pusillanimes des hommes ? Sont-ils dégénérés à ce  
point qu'ils tremblent devant deux de leurs conci-  
toyens, ou plutôt devant un seul ?

Cette délicate question, je ne me charge pas de la  
résoudre ; c'est aux descendans d'Artevelde à s'inter-  
roger, et à répondre eux-mêmes.



## MISCELLANÉES.

---

*Je vais réunir sous ce titre plusieurs paragraphes détachés que je me proposais d'abord de faire entrer dans les chapitres qu'on vient de lire. Ce sont des faits isolés, de petites anecdotes, quelques observations spéciales. Tous se rapportent aussi à mon état de journaliste ; mais ils ne s'encadrent pas cependant dans le récit général ou ils l'embarrassent péniblement. J'ai préféré les rejeter à la fin du volume. Je fais suivre ici le tout pêle-mêle.*



---

Handwritten text, possibly a title or author's name, written in cursive script. The text is mostly illegible due to fading and bleed-through from the reverse side of the page.

## MISCELLANÉES.

Dans ces derniers temps, ce n'était pas seulement par des conversations sérieuses, telles que je les ai résumées ailleurs, que ma vieille foi orangiste était ébranlée; dans de joyeuses réunions de table, au milieu des rires et des gais refrains, elle recevait aussi de rudes atteintes.

L'orangisme avait fait de la gastronomie un moyen politique. L'opposition anti-révolutionnaire multipliait les banquets à l'infini. Pour reconstruire le royaume des Pays-Bas, nous avons prodigieusement mangé, et bu à proportion. Nous étions beaux à table; au dessert nous étions sublimes. A nous voir et à nous entendre, on eût dit que nous avions derrière nous trois cent mille partisans armés, on eût juré que la restauration allait se faire le lendemain.

des dix-huit provinces avait pu être sauvée en dinant, certes, les dîners orangistes l'eussent sauvée.

Cette goinfrièrie politique n'était pas à l'abri des plaisanteries, même de la part des nôtres. Un professeur émérite de l'université, orangiste un peu railleur, avait fait à ce sujet un assez drôle de jeu de mots calqué sur un proverbe latin fort connu :

*Point de RESTAURATION, disait-il, sans Bacchus et Cérès.*

Quoi qu'il en soit, pour ma part j'aimais beaucoup, je le confesse, ces festins de parti ; j'aimais à m'y étourdir au bruit des toasts, des discours et des chansons. Heureux d'y retrouver quelques-unes de ces illusions que mettaient toujours en fuite les affligeantes réalités qui partout ailleurs glaçaient nos espérances, je me laissais aller à l'enthousiasme général et l'attisais à mon tour en y cédant. J'avais fourni pour ces sortes d'occasions un contingent nombreux de chansons tant flamandes que françaises, que l'on ne se lassait pas de me faire répéter malgré la voix de charivari dont la nature m'a fait cadeau.

A l'une de ces réunions gastronomiques, la dernière où j'aidai à travailler à la restauration (c'était à la fin de 1840) on me pria, comme de coutume, de faire entendre quelque refrain de ma façon. J'obéis en chantant une chanson en l'honneur de Guillaume I<sup>er</sup>, où se trouve ce couplet :

Reine des mers, reine de l'industrie,  
Comme Nassau quinze ans nous la fit voir,  
Aux pieds d'un moine abaisser la patrie !  
Non, jusques-là nous ne pouvons déchoir.

Nous voulons tous ce que veut le grand homme ;  
Londre et Paris ont beau nous désunir,  
Nous entonnons, en bénissant Guillaume,  
Chant d'espérance et chant de souvenir.

Il y eut de l'hésitation pour répéter cette fois le refrain ; on se regardait en échangeant des sourires significatifs. En effet, Guillaume avait donné raison à Londres et à Paris en signant le traité ; le *grand homme* venait d'abdiquer. Cependant on ne dit rien, et la chanson s'acheva sans interruption, mais aussi sans l'entrain accoutumé. Néanmoins, quelques verres de Champagne plus tard, on revint à la charge. Je fus sollicité de chanter de nouveau. Pour ne pas tomber sur une chanson qui jurât si fort avec les circonstances nouvelles, je repassai rapidement dans mon esprit tout mon répertoire. La *Gantoise* me parut encore supportable ; je la chantai. Malheureusement je n'avais pas assez fait attention au couplet final, qui est celui-ci :

Gand, ma patrie, ô ruche bourdonnante !  
Fidèle aux lois, au travail, au bon sens,  
Garde tes mœurs, ta foi persévérante,  
Tu brûleras encore un pur encens.  
Car Nassau veille, à sa mâle parole,  
La liberté redescendra des cieux :  
En attendant, honte à la vaine idole !  
Je suis Gantois, j'honore d'autres dieux.

Aux mots de *car Nassau veille*, mes auditeurs n'y tinrent plus. Je fus interrompu par des exclamations et des rires partis de tous les points de la table (11

n'y avait là ni Metdepenningen ni Brébart pour étouffer cette protestation irrévérencieuse contre leur système).

Décidément, s'écria l'un des convives, avec nos rêves de restauration, nous sommes des fous. *Nassau ne veille plus*, il dort tranquillement à Berlin; faisons-en autant à Gand.

*Sat patriæ Priamoque datum*, ajouta un jeune stagiaire de notre barreau; et il traduisit : Assez causé du royaume des Pays-Bas et du vieux Guillaume. — Buons, plus de politique, chantons le vin et l'amour.

Et les couplets bachiques et érotiques remplacèrent les chants orangistes.

Je le demande, y avait-il exaltation politique capable de résister à de pareils calmans? pouvais-je seul conserver mon ardeur et mon enthousiasme au milieu de tous mes amis refroidis et désillusionnés?



Quand j'étais encore au *Messager*, l'orangisme bourgeois, si opiniâtre à croire, si infatigable à espérer, commençait lui-même à écarter le bandeau de ses yeux. La contagion du désenchantement, descendue de plus haut, l'avait gagné. Il n'était pas rare d'entendre dire dans nos estaminets à de bonnes gens qui continuaient à lire le journal par habitude : Toutes ces criaileries du *Messager* sont des figues après Pâques; toutes ces promesses de restauration c'est de la mystification. Je n'ose pas traduire littérale-

ment le terme gantois que j'ai rendu par *mystification* ; mais il est bien autrement expressif que le mot français.

En présence de tout ce qui se passe et se dit entre anciens orangistes, pour voir autre chose dans l'orangisme actuel que des souvenirs et des regrets, pour se le représenter comme une opinion militante, comme un parti se livrant à des efforts actifs et sérieux qui tendent à un but déterminé, il faut être intellectuellement aveugle et sourd, ou bien il faut avoir nom Metdepenningen ou Brébart.



Il est heureux pour certains acteurs du journalisme qu'aux représentations de leur théâtre, le bon public reste assis au parterre et que l'entrée des coulisses lui soit interdite.

Exemple M. Louis Thonet.

Ce M. Thonet, appelé en 1841 à me succéder au *Messenger de Gand*, y débuta en déclarant modestement qu'il était un écrivain extraordinaire, un publiciste hors de ligne. Mais comme ce témoignage, quelque désintéressé qu'il fût, pouvait bien ne pas produire tout l'effet qu'on en espérait, M. Froment vint en aide à son nouveau camarade, et le prenant par la main, il dit aux abonnés du journal :

« Messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter M. Louis Thonet, journaliste d'un talent supérieur, homme de génie, qui fut à Paris le collaborateur de Benjamin Constant et de Chateaubriand. »

Ces mots, on se le rappellera, se trouvent impri-

més presque textuellement dans un des numéros du *Messenger*.

Puis, M. Thonet ajoutait qu'il était et avait toujours été un puritain orangiste, et chaque jour il se mettait en quatre pour forcer ses coreligionnaires à rester, comme lui, fidèles à leurs antécédens, ou suivant son énergique expression, pour les empêcher de *cracher sur leur passé*.

Or, voici une petite esquisse de la biographie littéraire et politique de M. Louis Thonet.

Il n'a jamais étudié ni littérature, ni langues anciennes, ni langues modernes, ni sciences, ni histoire, ni géographie, ni quoi que ce soit enfin. Il ne sait rien. Il n'en écrit pas moins sur tout avec un imperturbable aplomb, mais aussi il commet en tout des bévues qui amusent délicieusement les hommes instruits.

Comme tous les littérateurs qui ne savent pas le latin, M. Thonet aime à faire des citations latines qu'il ramasse dans des ouvrages où elles sont déjà citées. Mais malheur à lui chaque fois qu'il s'avise de les traduire. C'est ainsi qu'il rendait, il n'y a pas longtemps, le *sesquipedalia verba* d'Horace par *des mots de six pieds*, version qui a dû faire pâmer de rire tout ce qui reste de latinistes parmi les abonnés du *Messenger*.

La vanité de M. Thonet est en raison inverse de son mérite : c'est-à-dire qu'elle est immense. En parlant de lui-même, et il en parle à tout propos, il dit naïvement : *un homme de ma valeur littéraire!*

Au commencement de 1823, après avoir vainement essayé de prendre racine dans quelque journal

belge, il dit un beau matin à ses amis et connaissances : *Je ne suis pas compris en Belgique, ma place est à Paris; j'y vais.* Et il y alla. Mais Paris, hélas! le méconnut comme Bruxelles. Pour lui la porte de la renommée restait encore obstinément close, quand déjà s'ouvrait celle de l'hôpital. Quelques semaines après son départ, il regagnait déguenillé et mourant de faim, son ingrate et inintelligente patrie.

Ce désastreux essai ne le découragea pas, et en 1831, il répéta : *Ma place est à Paris.* Il y retourna, puis en revint aussitôt dans un aussi triste état que la première fois. Je le vis descendre piteusement de l'impériale d'une diligence, à Lille, où j'étais réfugié. Je fis pour lui ce que je n'avais pas fait pour moi-même, je mendiai auprès de M. Manilius une trentaine de francs, pour l'aider à continuer sa route. Le génie incompris alla végéter à Bruges, sa ville natale.

Je croyais M. Thonet guéri à tout jamais de l'envie d'aller briller dans la capitale de la France; mais un jour, c'était en 1840, je le vois arriver à Gand, et voici les premières paroles qu'il m'adresse : *Décidément, ma place est à Paris.* Et le voilà reparti. Il était de retour à Gand fort peu de temps après; sa troisième tentative avait échoué plus complètement encore, s'il est possible, que les deux précédentes. Il revenait littéralement nu. Je dus lui prêter de l'argent pour qu'il se procurât quelques vêtements indispensables. Par pitié et à mon intercession, le *Messenger* abrita cette gloire infortunée et vagabonde; elle

fut admise à écrire quelques feuilletons sur le spectacle de Gand.

Voilà comment M. Louis Thonet est un talent colossal; voilà comme il fut le collaborateur de Benjamin Constant et de Chateaubriand.

Nous avons vu le littérateur; quelques mots maintenant sur l'homme politique.

M. Thonet, qui brandit aujourd'hui le jonc de caporal destiné à maintenir la discipline parmi les soldats orangistes devenus un peu récalcitrons, M. Thonet est, lui, un orangiste d'une rare espèce. Jamais il n'a caché les sentimens de répulsion que lui inspiraient la Hollande et les Hollandais, et il a fait un séjour plus ou moins prolongé à presque tous les journaux révolutionnaires de Bruxelles. C'est ainsi qu'attaché en 1837 au *Courrier belge*, il y donnait de l'orangisme cette jolie définition, qui doit singulièrement édifier ses nouveaux amis :

« *L'orangisme*, écrivait-il, *ce sont des tissus de coton brodés de fleurs poétiques.* »

Et depuis 1841, c'est constamment à cheval sur les tissus de coton qu'il combat en faveur de la restauration!

Il est heureux, je dois le répéter, il est heureux pour certains acteurs qu'au théâtre du journalisme le public reste assis au parterre : s'il pouvait pénétrer dans les coulisses, comme il sifflerait!



Un journal de Bruxelles s'est quelquefois plaint

de ce que tant de lecteurs de gazettes en Belgique prennent au sérieux et à la lettre les articles écrits ironiquement ; il a même proposé d'enrichir d'un signe d'ironie le système de ponctuation en usage.

Le journal bruxellois a raison, l'ironie est souvent mal comprise dans notre pays, et cela aussi bien dans les provinces wallonnes que dans les provinces flamandes. Mais une singularité propre à ces dernières et dont on ne se doute pas assez peut-être, c'est que non-seulement on n'y saisit pas toujours le sens ironique d'une phrase, mais que très-fréquemment aussi on y prend le contre-pied de certaines nuances, de certaines délicatesses de la langue. Bien des fois un journaliste, qui a écrit l'éloge d'une personne ou d'une chose, est tout étonné d'apprendre que l'on a vu dans son observation une critique ou une injure. Il est vrai que, par une sorte de compensation, plus d'un trait épigrammatique est accepté avec reconnaissance comme une louange. On ne saurait croire combien ces méprises, tantôt fâcheuses, tantôt plaisantes, sont nombreuses.

C'est une vérité que pourraient attester tous ceux qui ont desservi quelque temps la presse française dans la Belgique flamande. Pour ma part, j'aurais plus d'une anecdote à raconter à ce sujet. Dans le nombre je choisis les deux qu'on va lire.

A un bal donné à Anvers au roi et à la reine on avait admis beaucoup de femmes de la condition la plus humble, il y avait jusqu'à des servantes. Je m'étais permis de me moquer un peu dans le journal du royalisme de toutes ces danseuses en les appelant

*grisettes bien pensantes*. Eh bien, on m'accusa d'avoir grossièrement insulté à la vertu de ces dames; des beaux-esprits de la ville flamande soutenaient que *grisette* était tout-à-fait synonyme de femme perdue de mœurs. Cependant je n'avais fait que donner à la plupart de ces belles révolutionnaires que le nom consacré par l'usage et que leur valait leur position dans le monde, tandis que par là j'élevais plusieurs d'entre elles de tout un degré sur l'échelle sociale. Je provoquai néanmoins contre le journal une clameur d'autant plus épouvantable que cette fois les passions politiques étaient excitées par le ressentiment de la susceptibilité féminine blessée au vif. Un nommé Paul Clerget, espèce de Tytgat anversois et qui cultivait à la fois l'émeute et la littérature, fit même imprimer à cette occasion une chanson où il engageait les patriotes anversois à m'administrer deux cents coups de bâton, ni plus ni moins. J'échappai aux coups de bâton, mais l'orage que j'avais soulevé fut un temps infini à se calmer.

Retournons la médaille.

Aux dernières élections communales, le *Messenger de Gand* avait publié un article où l'on passait en revue les candidats que proposait *l'Organe des Flandres*. Pour l'un d'eux il n'y avait qu'une seule ligne, mais passablement impertinente dans la circonstance :

« *Monsieur un tel*, disait le journal, *est un très brave homme.* »

Monsieur un tel fut enchanté du compliment.

Nous nous connaissions à peine de vue et n'avions

pas seulement l'habitude de nous dire bon jour. Mais à dater de la publication de l'article où il se croyait si honorablement mentionné, il m'adressa partout où il me rencontrait les saluts les plus gracieux accompagnés des plus aimables sourires. Il voulait s'acquitter ainsi envers moi de ce qu'il regardait comme un généreux procédé de la part d'un adversaire politique. Ses civilités me firent beaucoup rire. Cependant sa politesse reconnaissante s'adressait mal : l'article n'était pas de moi, il sortait de la plume de M. l'avocat Metdepenningen, publiciste qui ne jouit pas de toute la célébrité qu'il mérite.

La moralité de ceci c'est que, sous le rapport de la langue, nos provinces flamandes sont loin d'être aussi francisées qu'on le dit à Bruxelles et ailleurs.



La révolution, pour me convertir, ne m'a pas seulement dépêché ses assommeurs, ses pillards et ses spadassins de l'armée; un jour elle s'y est prise d'une façon plus ingénieuse et plus originale.

Un matin que je me rendais à mon bureau, c'était à Anvers, je rencontrai une jeune fille du peuple qui disait à un petit enfant qu'elle promenait : *Suske* (petit François) *sera un Belge; ce ne sera pas un Hollandais*. Je ne fis d'abord aucune attention à ce propos. Mais le lendemain et les jours suivans je trouvai sur mon passage la même jeune fille, qui toujours, à mon approche, répétait les mêmes paroles à *Suske*; et cela se renouvela si souvent que je ne pus

plus m'y méprendre, et que je dus croire que c'était là une leçon à mon adresse. Evidemment quelqu'honnête artisan patriote avait imaginé ce moyen de persuasion pour m<sup>e</sup> faire rentrer en moi-même et me donner honte de mon peu de patriotisme.

La leçon me fit rire et réfléchir à la fois. Je retrouvai bien là cette devise fallacieuse qui avait séduit le peuple en masse : *Belges contre Hollandais*. Elle fit le triomphe de la révolution, qui l'avait inventée. En effet, une fois cette insidieuse distinction bien établie, le choix pour des esprits honnêtes mais faciles à tromper, ne pouvait plus être douteux ; tous les gens du peuple voulaient, comme *Suske*, être Belges. Les préventions nationales ainsi mises en jeu, firent bien plus de mal au roi Guillaume que les prétendus griefs, auxquels les masses ne comprenaient rien. Contre cette idée simple du peuple la logique orangiste plus compliquée pouvait difficilement prévaloir auprès de la foule. C'est ce que je m'avouai malgré moi.

Je n'étais pas homme, on le conçoit, à me laisser convertir par le sermon de la jeune fille. Mes convictions reposaient sur des bases plus larges et plus solides que de mesquines antipathies de race à race. Je persévérerai dans mon opinion, et cela sans en rougir. Je n'en rougis pas encore aujourd'hui. Je crois avoir défendu le vrai, le juste et l'utile, et si la lutte était encore raisonnable et possible, ce que j'ai fait, je le ferais encore. Car je mourrai avec cette conviction que la réunion de la Belgique et de la Hollande était une belle combinaison politique et féconde en inestimables avantages.

Si quelque jour il prenait envie aux Flamands, mes compatriotes, de divorcer avec les Wallons, je m'opposerais encore une fois avec tout ce que j'ai d'énergie à une séparation que je regarderais comme déplorable. Seulement quand il serait bien prouvé que la scission est complète, quand il serait devenu évident que la grande majorité des deux fractions désunies approuve la séparation, et que l'ancien roi des Belges, devenu uniquement roi des Wallons, la sanctionnerait d'accord avec la diplomatie européenne : je ne voudrais plus avec une poignée d'entêtés prolonger une lutte inutile ; je me résignerais à avoir une patrie bornée aux provinces flamandes, et je ne m'inquièterais pas plus des noms de traître et transfuge que me donneraient alors les réunionistes quand même, que je ne me serais ému des épithètes de mauvais citoyen et de mercenaire de l'étranger que m'auraient adressées pendant le combat les Flamands séparatistes.



Absorbé dans ses rêves contre-révolutionnaires et toujours dominé par son idée de restauration inévitable et prochaine, Metdepenningen a parfois les distractions les plus divertissantes : Il y a souvent chez lui confusion de l'avocat avec l'homme politique. De ceci je pourrais citer plus d'un exemple. Je me bornerai à rapporter le suivant :

Un jour, c'était pendant l'été de 1837, dans un de mes voyages d'Anvers à Gand, je dinai chez Metde-

penningen. Au dessert, le fidèle Brébart vint nous rejoindre. Le dîner fini, nous sortîmes ensemble. Je devais me rendre à la campagne. Ces messieurs, en guise de promenade, voulurent m'accompagner jusqu'à la porte de Bruxelles. Nous prîmes par la Pêcherie; arrivés là, une formidable averse fondit sur nous; force nous fut de chercher un abri. Nous entrâmes dans le premier cabaret que nous pûmes atteindre. C'était un jour férié : la taverne était remplie de gens du peuple. L'hôte nous introduisit dans sa chambre à coucher, la seule qui restât disponible, et, après nous avoir versé à boire, il dit en s'adressant à Metdepenningen : Eh bien, avocat, comment va notre cause? Oh! répondit celui-ci, elle va on ne peut mieux : dans trois mois ils seront de retour. Mais, répliqua l'honnête cabaretier, gantois pur sang et visiblement impatienté, ce n'est pas cela que je vous demande (*'t en es dá niede-dak eu vraege*); je parle de la cause que je vous ai confiée. L'avez-vous perdue de vue? (*weet het nie meer dane?*)

J'eus à faire des efforts surhumains pour ne pas éclater de rire. Brébart, lui, resta impassible, soit qu'il ne comprit pas tout ce qu'il y avait de comique dans le quiproquo, soit qu'il fût trop accoutumé à de pareilles préoccupations pour s'en émouvoir. Quant à Metdepenningen, qui avait si étourdiment laissé voir qu'il oubliait ses cliens pour ses chères affaires politiques, il ne savait comment réparer sa maladresse, il balbutiait plus fort que jamais. M. l'avocat était complètement décontenancé.



J'ai parlé de la terreur morale que le *Message* exerce, même sur ceux qui furent de son parti : on ne saurait croire jusqu'où elle s'étend.

Le *Réveil*, comme je l'ai dit, comptait au moins deux cents abonnés orangistes. Il ne faut pas s'imaginer que le *Message* en eût perdu autant ; non, pas même à beaucoup près ; il n'en avait peut-être pas perdu vingt.

Voici à ce sujet une anecdote qui dit tout.

Une personne étrangère à la ville entre un jour chez un riche particulier, qui lisait le *Réveil*, auquel il était abonné. Au même instant on apporte le *Message*, et le maître de la maison sans le déplier le jette dans un coin avec un mouvement de colère.

— Vous ne voulez donc pas lire votre *Message* ? lui dit l'étranger.

— Oh ! il y a longtemps que je ne le lis plus ; j'en suis dégoûté.

— Comment ! et vous y êtes abonné ?

— Que voulez-vous ? ce sont cinquante-sept francs que je crois devoir sacrifier annuellement à mon repos.

Et le monsieur qui parlait ainsi n'était cependant pas un fonctionnaire public.

Beaucoup de particuliers à Gaud pensent et agissent comme lui. Ils allument une chandelle au *Message*, pour qu'il respecte leur vie privée. Ils ont

peur de se brouiller, en se désabonnant, avec ce grand profanateur de foyers domestiques.



Rien de plus favorable à la continuation du système faux et décrépît suivi par le *Messageur* que l'éloignement forcé de Froment.

Ceci a l'air d'un paradoxe; rien de plus vrai cependant.

Froment est exilé à Lille; fort injustement et fort illégalement, pour le dire en passant; il y vit dans un grand isolement et n'a que de rares communications avec ses amis de la Belgique; ses seuls correspondans sont Metdepenningen et Brébart. Or, ces messieurs, à mesure que l'opinion orangiste s'affaiblit et s'éteint, lui écrivent qu'elle gagne en force et en chaleur. D'après cela Froment règle son ton. De là ces articles de plus en plus en désaccord avec l'état des esprits; ces articles, dont les orangistes eux-mêmes se moquent comme d'anachronismes ridicules, malgré le style toujours divin de leur auteur.

J'en ai l'intime persuasion, si, dans ces derniers temps, il avait vécu à Gand comme moi, Froment aurait comme moi perdu sa ferveur orangiste. Tout Froment qu'il est, il ne se serait pas obstiné à aller au-delà du possible. Il aurait entendu ce compliment aigre-doux qui m'a été adressé si souvent par ceux qui avaient été nos adhérens les plus zélés: Vous écrivez bien, messieurs du *Messageur*, vous avez de l'esprit; mais vous êtes absurdes; et il se serait

rendu à l'évidence. Homme de goût et de tact, il se serait dit qu'il ne valait pas la peine de continuer à écrire pour faire plaisir à cinq ou six nigauds qui se laissent encore frotter des illusions de Metdepenningen et de Brébart. Il aurait reconnu qu'une opinion a cessé d'être quand elle ne se trouve plus que dans les têtes qui ne pensent pas par elles-mêmes.

Voilà cependant plusieurs années que dure cette mystification entre le journaliste de Lille et ses deux correspondans de Gand : elle durera sans doute autant que l'exil de Froment, et bien longtemps encore les étrangers, qui prendront le *Messenger* pour le véritable organe de notre ville, s'imagineront qu'elle n'est peuplée que d'extravagans et de fous.

Si j'avais l'honneur d'être ministre, je me hâterais de signer le rappel de Froment.



Metdepenningen n'est pas un sot, il s'en faut : je suis trop Flamand pour ne pas être impartial. Mais le parti l'a proclamé son orateur ; Froment, dans ses vers, en a même fait un second Berreyer : eh bien, je soutiens, moi, qu'orateur, il ne l'est pas.

A Gand, le véritable, l'unique orateur de l'orangisme, c'est ou plutôt c'était M. l'avocat Van Huffel. Il a cette éloquence chaleureuse et pleine d'en train qui constitue l'orateur-tribun. Sa parole brillante et si merveilleusement facile éblouit, subjugue, enlève ses auditeurs. Impossible, en l'écoutant, de rester froid. Il s'empare de vous, et vous force à le suivre

dans sa course rapide, même quand il vous conduit au pays des chimères. Il était l'ornement de nos banquets; il était la flamme à laquelle s'allumaient tous les enthousiasmes; sans le vouloir, il écrasait Metdepenningen que celui-ci en faisait pitié.

A propos de M. Van Huffel, il faut que je détruise une erreur répandue sur son compte même à Gand. Souvent des personnes le citent après Metdepenningen comme un des souffleurs du *Messageur*. C'est lui faire injure; jamais il ne s'est mêlé en aucune façon de la direction ni de la rédaction du journal. La sagesse politique de M. Van Huffel a ses hauts et ses bas, je le sais; mais toujours est-il que, dans ses bons moments, il apprécie parfaitement notre situation nouvelle; qu'il s'en explique quelquefois tout haut, et qu'il lui arrive même de déclarer extravagans certains articles du *Messageur*.

Mais revenons à Metdepenningen.

Il n'est donc pas orateur; il n'est pas improvisateur surtout: il lui manque l'inspiration, la facilité et la volubilité; il est affligé d'un bégaiement désagréable, qui lui fait souvent répéter le même mot trois et quatre fois; il a l'esprit juste, mais d'une grande lourdeur; il joint à cela une stérilité d'idées désolante, qui le force à tourner presque toujours dans le même cercle, à reproduire à satiété le même thème, par exemple: *le droit est tout*, messieurs (ou mes frères, suivant la solennité), *le fait n'est rien*.

Tous ces défauts oratoires ne disparaissent en partie que lorsqu'il parvient à s'échauffer. Par malheur

il s'échauffe rarement. Mais lorsqu'il réussit à vaincre sa froide nature, son organe plein et sonore et son physique avantageux le font paraître orateur; alors il a de beaux momens.

M. Van Huffel avait souvent à prendre pour sujet de ses discours, les qualités et les vertus du chef suprême. Son éloquence tirait à bout portant sur la modestie de Metdepenningen, qui ne s'en offensait jamais, mais qui en était considérablement embarrassé. A des complimens de circonstance il ne pouvait pas répondre par un des textes généraux qu'il avait l'habitude de développer. Il lui fallait improviser. Or, avec un jouteur comme M. Van Huffel, toute lutte d'improvisation était difficile, et la comparaison éminemment dangereuse. Metdepenningen répondait d'ordinaire par des larmes; il était si ému qu'il ne pouvait prononcer que quelques phrases entrecoupées. La première fois ce pathétique embarras produisit sur les assistans un magnifique effet. Mais le même moyen fut si souvent employé qu'il devint suspect aux auditeurs, hommes d'esprit, qui à la fin se regardaient en souriant tant que Metdepenningen était à pleurer. Mais *ceux qui depuis Adam sont en majorité* continuèrent à être émerveillés et attendris; ils disaient : *Quel dommage qu'un si grand orateur soit trop sensible !*



M. Legrelle, bourgmestre d'Anvers, passe pour un élève distingué de l'école jésuitique. J'eus un jour

l'occasion de voir ce personnage; j'étais chargé, en qualité d'avocat, de transiger avec la ville pour mon éditeur, dont les bureaux venaient de subir un second pillage, et de réclamer au nom de la *Loyauté*, société dont la police avait fermé le local. Je représentais que cette fermeture était une violation manifeste de la constitution, qui consacre le droit d'association et de réunion sans l'assujétir à aucune mesure préventive.

Ah! monsieur, me répondit-il, nous n'avons pas fermé de société; nous n'avons fait que fermer une maison.

J'admirai beaucoup cette subtile distinction. On pourrait l'adopter, mais en apportant à la constitution cette légère modification :

« Les belges ont le droit de s'associer en idée; ils ont celui de se réunir d'une manière abstraite. »

Je vis que M. Legrelle méritait sa réputation et qu'il faisait honneur à son maître Escobar. Ma franchise gantoise ne put s'empêcher de le lui dire.



A mon avis, la littérature française, si riche en mots spirituels, n'a rien de plus spirituel que cette charmante définition :

*L'esprit de parti est celui qui nous prive de l'usage du nôtre.*

Que cela est bien dit, et que l'on en sent bien toute la vérité lorsque, comme moi, on a vu les partis à l'œuvre et de près !

Nous avons inventé pour flageller les sottises et les petitessees de la révolution le joli mot de *patrioterie*; mais, sous le rapport des petitessees et des sottises, les partisans de la restauration n'étaient vraiment pas en reste avec leurs adversaires, et ceux-ci auraient fort bien pu prendre leur revanche contre nous, en créant, à notre intention, le mot d'*orangisterie*.

J'en aurais long à dire si je voulais énumérer toutes les puérités et toutes les extravagances dont j'ai été témoin parmi les miens.

Ne méritait-elle pas le nom d'orangisterie cette incurable crédulité qui accueillait toujours avec respect les bruits les plus sifflables répandus au sujet d'une restauration prochaine, qui en découvrait le germe dans les événemens les plus insignifiants, et qui mystifiée la veille, mystifiée le jour même, se laissait mystifier avec une égale facilité le lendemain? Rien n'est absurde, rien n'est invraisemblable, rien n'est impossible, dès qu'il flatte la marotte des partis. Ainsi, j'ai vu, moi, des orangistes, qui ne croyaient pas même en Dieu, compter avec ferveur sur l'accomplissement de la prédiction de Ste-Hildegarde qui fixait la restauration du royaume des Pays-Bas à l'année 1855!

La révolution construisait des chemins de fer (c'est ce qu'elle a fait de mieux); les nôtres contestaient jusqu'à l'utilité de cette belle invention. Si on l'avait appliquée dans notre pays du temps de Guillaume, ils l'auraient trouvée sublime. Le *Journal du Commerce* osa, en cette occurrence, ne point partager le

ridicule de ses amis. Il eut le courage (il en fallait) d'approuver le principe des chemins de fer, tout en faisant justice des conséquences exagérées que l'autre esprit de parti, la *patrioterie*, en voulait tirer pour la résurrection immédiate de notre prospérité commerciale. Mais aussi, le soir à la *Loyauté*, cela me valait de la part de mes co-sociétaires indignés les reproches les plus véhéments. Il y eut même, à ce sujet, entre le *Journal du Commerce* et le *Messenger*, grand adversaire du *railway* belge, une polémique qui commençait à s'envenimer lorsque le besoin d'union nous y fit mettre un terme.

Je ne veux pas me faire meilleur que je ne suis, et j'ai à m'accuser de ne pas m'être préservé suffisamment des travers contagieux de l'esprit de parti ; dans toute forte croyance il y a toujours un peu de fanatisme ; mais il est certains excès dont j'ai su me garder toujours. Ainsi, jamais je n'ai eu la mauvaise foi de nier l'évidence ; de contester, par exemple, le talent de mes adversaires, alors que ce talent était incontestable. Il y avait M. Jottrand, le journaliste le plus instruit peut-être de la Belgique : Froment et quelques autres ne craignaient pas de traiter d'ignorant ce savant publiciste ; il y avait MM. Devaux, Lebeau et Nothomb, tous trois, sans contredit, hommes remarquables à des titres différens : ils les faisaient passer dans leurs gazettes pour de pauvres esprits, qui ne savaient pas même parler ni écrire la langue. Eh bien, jamais ma plume n'a pu se résoudre à tracer à côté de pareils noms les épithètes de niais ou de sot ; au contraire, j'ai poussé quelquefois la franchise jus-

qu'à reconnaître leur mérite. Il est vrai que cela me compromettait auprès des hommes de mon bord; mon impartialité leur devenait suspecte; j'étais presque un traître à leurs yeux.

Oh ! oui, les Français ont mille fois raison :

*L'esprit de parti est celui qui nous prive de l'usage du nôtre.*



Non-seulement l'esprit de parti est toujours ridicule, souvent aussi il est hideux; non-seulement les passions politiques offusquent la raison et faussent le jugement, elles corrompent aussi le cœur et gâtent le caractère; vous étiez doux, bon, aimant; elles vous rendent emporté, méchant et haineux. L'homme de parti se permettra pour ce qu'il croit être le bien de sa cause, des actes auxquels il n'oserait pas même songer s'il ne s'agissait que de son avantage particulier. Prenez pour exemple M. Metdepenningen, dont on vante les qualités personnelles. Proposez-lui de se servir dans une affaire de la vie privée de certains moyens qu'il fait ou laisse employer par ses lieutenants ou qu'il emploie lui-même pour atteindre un but politique; acceptera-t-il? oh ! non, il reculera saisi de dégoût et d'horreur. Et cependant, tous les écarts de sa vie publique, il les commet de bonne foi et s'en applaudit comme d'actions louables. Que voulez-vous? Les passions de l'homme politique ont étouffé en lui les lumières et la conscience de l'homme privé.



De toutes les douleurs que j'ai ressenties dans ma carrière de journaliste, la plus cruelle n'a pas été celle que me causaient les injustices et les violences de mes adversaires politiques, non, c'est celle qui m'est venue par mes anciens amis.

J'entends parler de ces injustes et ignobles attaques du *Messenger* contre ma vénalité, contre mon inconduite ; de ces crapuleuses plaisanteries sur mes dettes supposées, sur les prétendues misères de mon intérieur. Non pas que ces odieuses exagérations fissent directement beaucoup d'impression sur moi ; je l'ai dit ailleurs, j'en étais à peine ému pour mon propre compte ; au surplus, le profond dégoût que je voyais qu'elles inspiraient à tous les honnêtes gens eût suffi pour m'empêcher de m'en affecter trop vivement. Mais je souffrais par contre-coup. J'étais témoin du terrible effet que ces abjectes calomnies produisaient sur les miens : tous les jours je voyais pleurer ma pauvre femme malade, je voyais pleurer autour d'elle les plus âgés de mes enfans. Il faut les avoir éprouvées, pour comprendre ce que c'est que ces tortures que vous donnent les souffrances d'être faibles qui vous sont chers, ces angoisses de la famille. Vous avez beau en appeler à votre raison et à votre courage, elles vous déchirent et vous brisent. Oh ! Metdepenningen, Stéven et Froment peuvent se réjouir, ils m'ont fait bien du mal !



L'indifférence et la timidité (nos ennemis emploient des mots plus durs) des partisans de la restauration, ont fourni matière à bien des articles satiriques à la presse révolutionnaire.

Ils nous ont inspiré bien plus d'épigrammes encore à nous, écrivains orangistes, non pas dans nos journaux, mais dans nos entretiens confidentiels. C'était l'éternel sujet de nos murmures et de nos plaintes.

Froment avait coutume de formuler ainsi ses griefs contre les trembleurs de son parti :

Comment se fait-il que dans toutes nos tribulations, j'aie plus encore à me plaindre de nos amis que de nos ennemis ?

Puis, il racontait des anecdotes plaintives.

Un jour, il fuit devant les épées nues des officiers de la garnison de Gand ; il arrive à Anvers, et là, il fait demander à l'un des chefs orangistes, un cheval pour fuir plus loin. On lui répond par un refus motivé sur ce qu'on venait de couper la queue à l'animal. Froment croyait savoir que c'était un prétexte imaginaire. Jamais il n'a pu digérer cette queue coupée.

Jeté en prison à Gand, il n'y est visité que par un petit nombre d'amis. Mis en liberté, il rencontre l'un des chefs, M. Manilius, qui s'excuse de ne pas être allé le voir, et qui ajoute naïvement : Que voulez-vous ? c'est plus fort que moi, j'ai peur.

M. Delrue, mon jeune éditeur d'Anvers, dans ses momens d'impatience, qui étaient fréquens, se plai-

gnait amèrement des torts qu'il prétendait que les orangistes avaient envers lui. Et quand, pour le calmer, je lui disais : Occupez-vous moins des hommes, ne voyez que la cause; songez combien elle est belle : il me répondait :

Belle cause, oui; mais détestables partisans.

Dans mes momens de doute et de découragement, moi, j'exhalais ordinairement mon humeur par cette phrase :

En m'exposant pour ce parti, je crains bien plus d'être dupe que victime.

Aujourd'hui que je vois tout cela de loin et avec plus de sang-froid, je reconnais qu'il y avait dans ces plaintes de l'injustice et de l'exagération.

Nous exigeons de nos partisans au-delà de ce qu'il était raisonnable de demander à un parti composé comme l'était le nôtre. Tous gens riches, les orangistes avaient beaucoup à perdre. Que pouvaient-ils faire? s'exposer avec nous et pour nous? descendre sur la place publique? mais ils n'avaient aucun appui dans le peuple, et leur témérité eût été inutile. Nous avons donc tort de vouloir les empêcher de faire ce que font ordinairement les gens riches en temps de troubles, de rester chez eux en fermant portes et fenêtres. L'orangisme, d'ailleurs, n'était pas de ces causes qui inspirent les grands sacrifices; il était surtout fondé sur les intérêts positifs, et ce ne sont pas ceux-là qui, élevant l'homme au-dessus de lui-même, l'arrachent à ses penchans égoïstes, et font taire en lui l'instinct outré de conservation. Il faut, pour cela, des mobiles moins matériels.

La lutte était telle que, du côté des orangistes, la presse seule était en évidence, et que les coups de l'orage révolutionnaire devaient presque toujours la frapper seule.

Si nous avons mieux apprécié la nature de notre cause, notre position et celle de nos partisans, nous aurions montré plus de résignation.

Ensuite, il serait injuste de généraliser. Dans le camp orangiste aussi se trouvait plus d'un noble caractère, plus d'un honorable dévouement.

J'ai surtout connu à Anvers un petit noyau d'orangistes catholiques, hommes sincèrement religieux, et toujours prêts à faire, pour la cause qu'ils avaient embrassée, le sacrifice de leur personne et de leur fortune ; cœurs inébranlables, comme la base sur laquelle les vrais croyans appuient toutes leurs actions, et qui rend leur commerce si sûr, qu'il s'agisse d'une lutte politique ou des actes de la vie ordinaire.

Pour moi, ceux de nos partisans à qui j'en ai voulu le plus, c'étaient ces gens qui nous excitaient toujours à écrire avec énergie, pour qui rien n'était jamais assez fort, et qui, le danger venu, nous disaient, quand nous réclamions leur aide ou leur sympathie : C'est votre faute aussi; il ne fallait pas être si violents.

Je suis de ceux qui préfèrent qu'en affaires de gouvernement tout se fasse pour le peuple, plutôt que par le peuple; je suis même tenté, chaque fois que je pense à certaines scènes de la révolution, d'appliquer à la politique le *odi profanum vulgus et arceo*. Et pourtant heureux, dans les grandes luttes nationales,

heureux les écrivains que leurs convictions jettent dans les rangs du peuple : ils ont pour les stimuler et les soutenir, ce qui ne manque jamais aux masses, le dévouement et l'énergie de leurs partisans; ils n'en sont pas à se débattre tous les jours contre les découragemens et les dégoûts, qu'apportent à d'autres l'égoïsme et la peur du monde riche et élégant.



Outre MM. Metdepenningen et Brébart, vous trouverez bien encore à Gand cinq ou six orangistes quand même, qui chaque soir en se couchant espèrent voir surgir le lendemain matin le messie de la restauration.

Quand il vous arrive de demander à ces bonnes gens sur quel fait probable ils fondent aujourd'hui cet espoir, ils ne savent que vous dire.

Et si vous vous mettez à énumérer tous les obstacles, toutes les impossibilités qui empêchent l'accomplissement de ce vœu, les exigences de la politique générale, la volonté du peuple hollandais, l'opinion de la majorité des Belges, ils sont forcés de convenir de la force et de la vérité de vos objections.

Puis, si vous insistez, en disant : En quoi donc espérez-vous? que peut-il arriver qui nous ramène la restauration? Ils vous répondent d'un air qui veut être fin et profond :

Mais, on ne sait pas.....

Ainsi, poursuivez-vous, *on ne sait pas*, c'est votre

dernier argument ; pour unique ressource vous comptez sur le hasard ?

Et pourquoi pas ? s'écrient-ils. Puis, il vous répètent sérieusement ce qu'ils ont lu dans leur *Messenger* : « C'est le hasard qui a fait la révolution, le hasard peut faire une révolution nouvelle. Nous avons autant de chances qu'en ont eu les révolutionnaires. »

A cela, je l'avoue, il n'y a rien à répliquer, si ce n'est peut-être ceci :

Il y a environ deux ans, un simple canonnier de la garnison de Gand, en fréquentant assiduellement l'église des Dominicains, eut le bonheur d'édifier et d'intéresser une habituée de ce saint lieu, dévote bien riche, qui finit par l'épouser. Depuis lors on voit d'autres soldats de notre garnison hanter chaque jour la même église des Dominicains, en ayant soin de se mettre à l'ancienne place de l'heureux artilleur. Ils espèrent ainsi faire à leur tour un brillant mariage. Pourquoi, disent-ils, le hasard ne ferait-il pas pour nous ce qu'il a fait pour notre camarade ?

Nos orangistes quand même ne doivent rien à ces honnêtes soldats.

---



## LETTRES A M. CHARLES FROMENT.

---

*J'ai parlé, dans l'avant-propos, d'une réponse que j'avais commencé à faire à mes adversaires et que j'interrompis à la prière de quelques amis. Cette réponse consistait en deux lettres publiées dans le RÉVEIL et adressées à M. Froment. Je crois devoir les reproduire dans ce volume : elles complètent ce que j'ai à dire à mes calomniateurs.*



---

## LETTRES A M. CHARLES FROMENT.

### I

Gand, le 21 juin 1841.

Monsieur,

En traversant la voie publique, il m'est quelquefois arrivé, comme il arrive à maint autre passant honnête et paisible, d'être assailli par les vociférations de jeunes tapageurs, incommodes souverains du pavé. Parfois aussi, lorsque par hasard je visitais le marché au poisson, j'ai été, comme tant d'autres curieux, l'objet des grosses railleries des princesses de ce rude royaume. Toujours, en pareille occasion, j'ai continué ma promenade sans me détourner de mon chemin, en faisant semblant de n'avoir rien en-

tendu. J'ai pour règle invariable de ne jamais répondre ni aux huées des polissons ni aux insolences des poissardes. Dès lors vous devez comprendre, monsieur, pourquoi je suis resté impassible et silencieux devant vos clameurs les plus outrageantes.

Cependant, tout en dédaignant de relever vos injures, je vous avais convié à une polémique qu'au début du *Réveil*, je croyais opportune et utile. Je vous proposais de débattre avec moi les chances qui nous restent pour reconstruire le royaume des Pays-Bas. Mais j'exigeai, comme condition de mon entrée dans la lice, que l'honnêteté et la décence présidasent à la lutte : que le combat soit vif, disais-je, mais qu'il ne se livre pas dans la boue.

Contre ces conditions vous vous êtes récrié avec force, vous plaignant comme un homme qu'on dérange dans la plus invétérée de ses habitudes, vous débattant comme un être qu'on arrache à son élément natal. Quoi ! de l'honnêteté ! de la décence ! avez-vous répliqué ; quoi ! pas un peu de boue ! allons donc, c'est me demander l'impossible. J'accepte le défi, mais je repousse les conditions. Puis, vous vous êtes étendu avec volupté dans une couche de boue profonde que jamais.

Au lieu de discuter, vous avez insulté et diffamé. Encore si vos outrages ne s'étaient adressés qu'au journaliste, à l'homme public, vous auriez pu me paraître excusable. Je sais jusqu'où entraîne ce malheureux esprit de parti, et je conçois et pardonne ses écarts. Si donc il ne vous était échappé que des injures politiques contre moi, je n'aurais pas hésité si

longtemps à me mesurer avec vous, et je me serais empressé de m'acquitter de la tâche, d'ailleurs facile, de vous prouver que je ne suis ni un traître ni un transfuge. Mais, comme toujours, vous avez visé droit à l'homme privé; ce que vous avez fait depuis près d'un quart de siècle contre tout ce que la Belgique possède d'hommes éminens, il vous a plu de le faire enfin contre moi humble et chétif.

Et cette fois vous vous êtes surpassé; vous êtes allé beaucoup plus loin que Marat et le *Père Duchêne* n'allèrent jamais dans leurs plus épouvantables fureurs politiques! vous frappez le particulier, vous attaquez l'industriel, vous blessez le père de famille. Vous vous introduisez violemment dans ma demeure, vous vous installez impudemment à mon modeste foyer, pour y fouiller et salir tout ce que la vie domestique a de plus délicat, de plus intime et de plus sacré. Ce qu'avaient respecté jusqu'ici les monstres et les fous de la presse, vous ne le respectez pas, vous. Ainsi, avec une joie où se trahit tout ce que votre caractère a de démoniaque, vous vous arrêtez devant mon lit conjugal, dont la fécondité ruineuse vous inspire vos plus affreux ricanemens.

Vous suivrai-je dans votre cloaque fangeux? Non sans doute, et j'ai hâte de m'en éloigner. Mais en le quittant il faut que je vous donne un avertissement dont je vous engage à faire votre profit,

Savez-vous bien, monsieur, que vous êtes d'une imprudence inconcevable, vous et vos complices? J'appelle vos complices ceux qui partagent avec vous la responsabilité morale de votre journal, et qui vous

ont aidé, autant qu'il était en eux, dans cette œuvre de dégoûtantes personnalités. J'entends parler de celui qui est directeur suprême et, dans les grandes occasions, rédacteur du *Messenger*, de cet homme courageux qui à son tour m'a si intrépidement attaqué dans mon honneur en se cachant sous le pseudonyme V, et qui d'ailleurs s'est vanté publiquement de vous avoir fourni les matières vomitives que votre bouche a distillées pour me les jeter à la face. J'entends parler aussi de cet homme si moral que le *Messenger* a le bonheur d'avoir pour propriétaire, et qui, vos ordures triturées et lancées, s'est mis à en exalter partout le parfum et le piquant, avec ce sourire de satisfaction d'un idiot qui ne comprend pas l'infamie de l'action à laquelle il applaudit.

Je disais que vous étiez bien imprudens, vous et vos dignes amis. En effet, sous prétexte de discussion politique, vous n'abordez qu'une question de personne. Vous portez le débat sur le terrain de la vie privée, des affaires de famille, des secrets du ménage, sur ce terrain vous m'attaquez avec une violence inouïe. Vous me placez ainsi dans le cas de légitime défense et m'autorisez à me servir des mêmes armes que celles que vous employez. Or, il se trouve que, sous le rapport dont il s'agit, vous êtes les trois hommes les plus vulnérables de la Belgique. Je pourrais donc, sans que nul ne me blâme, exercer contre vous de terribles représailles : je pourrais à mon tour pénétrer dans votre intérieur, mettre à nu vos plaies domestiques, étaler vos turpitudes de famille. Eh bien, je ne veux pas le faire, même après deux

mois d'intolérables provocations : patient et généreux, je renonce au droit que vous me conférez : je vous fais grâce à tous trois.

Je vous fais grâce, mais pour le moment seulement. Car, retenez-lé bien, monsieur, si vos fureurs vous reprennent et que vous recommenciez vos brutales attaques contre ma personne et ma famille, je ne ménagerai plus rien, et je vous promènerai impitoyablement, vous et vos complices, sur l'ignoble claie où depuis deux mois les hommes les plus honorables m'incitent à vous trainer.

Et notez bien aussi, monsieur, que mes coups seront bien plus meurtriers que les vôtres, qui ne le sont guère : car moi je ne vous prêterai pas des torts imaginaires ; je ne vous dirai pas des injures vagues (ou a remarqué à Gand que le *Messenger* qui ne recule devant rien, ne pouvait formuler contre moi aucune accusation positive), mais j'arriverai armé de faits, entendez-vous, de faits précis et écrasans.

En attendant que votre conduite à mon égard décide du parti que j'aurai à prendre envers vous, je veux répondre à un détestable procédé par un bon conseil.

Si vous ne pouvez vous dispenser de vomir des injures, si calomnier est pour vous un invincible besoin, abandonnez-vous aux irrésistibles penchans de votre nature ; mais du moins prenez-vous-y de manière à ne pas nuire à vous-même, choisissez des épithètes insultantes, imaginez des faits diffamatoires qui ne réveillent pas pour vous les plus fâcheux souvenirs.

Ne vous avisez plus, par exemple, d'aller supposer, comme vous l'avez fait, que je suis criblé de dettes : car rien que cette mention malencontreuse dans le *Messenger* a suffi pour rappeler à bien des agens d'affaires certains comptes non acquittés et certains billets protestés, et pour leur remettre en mémoire que Lille n'est qu'à 15 lieues de Gand.

Ainsi encore, qu'il ne vous prenne plus fantaisie de m'affubler d'un habit râpé, car à l'instant cette réminiscence retrace à l'imagination de vos lecteurs gantois certain rédacteur français de votre connaissance, qui longtemps, dans notre ville, battit le pavé, et très souvent la muraille, en toilette plus que négligée ; elle leur replace surtout sous les yeux certain vêtement d'une célébrité historique, ce fameux pantalon d'une étoffe ultra-printanière porté pendant tout le cours de l'hiver le plus rude par ledit rédacteur, votre ami intime.

Ces souvenirs si maladroitement évoqués compromettent votre réputation de probité et votre dignité ; d'autres font rire cruellement à vos dépens.

Ne m'appellez plus  *paresseux*  ni  *lâche* . Croyez-moi, la lecture de ces deux mots a fait partir d'un éclat de rire immense la ville de Gand, où l'on me connaît et où l'on vous connaît. Comment, a-t-on dit, cet homme dont la lâcheté est proverbiale, cet homme qui passe à la taverne tout le temps qu'il ne passe pas au lit, s'avise d'appeler Pierre Lebrocquy lâche et paresseux ? C'est trop plaisant ! il ne lui manquait plus que de l'appeler ivrogne.

Je m'aperçois que je dois m'arrêter, faute d'es-

pace. Je reprendrai une autre fois cette causerie amicale.

*A bientôt.*

II

Gand, le 25 juin 1841.

Monsieur,

Je terminais ma dernière lettre en vous conseillant de choisir plus adroitement à l'avenir vos injures et vos calomnies, afin qu'elles ne retombent plus d'aplomb sur votre tête et ne vous brûlent l'épiderme de leur âcreté corrosive; je vous engageais à ne plus vous exposer, en évoquant certains souvenirs si cruels pour vous, au ridicule, à la haine et au mépris. Je commence celle-ci en renouvelant mes instances.

N'allez pas me répondre, comme dans votre première lettre confidentielle, que vous êtes devenu indifférent à tout : que, couvert d'un manteau diogénique imperméable, vous vous souciez fort peu qu'on vous siffle, qu'on vous haisse ou qu'on vous méprise. Le sens moral, que vous n'êtes jamais fort développé, est mort en vous, je le sais; il y a de longues années que vous avez abdiqué votre dignité d'homme, je ne l'ignore pas plus que le reste de la Belgique; mais enfin vous n'êtes pas seul au monde; il vous

reste des proches qui peuvent souffrir par où vous êtes insensible; le directeur suprême du *Messenger*, par exemple, qui a encore quelque chose à perdre en fait de considération et d'honneur, mérite bien que vous le ménagiez un peu.

N'augmentez pas, par votre impudence cynique, ses chagrins de famille; le pauvre M. V. est déjà assez malheureux sous le rapport des misères domestiques. Ne le forcez pas plus souvent qu'il n'est nécessaire à rougir de vous; ne l'exposez plus, en étalant mal à propos vos infirmités morales au soleil, à entendre, lui aussi, ces mots si affligeans pour son oreille et qui formaient, ces jours derniers, dans notre ville comme un écho universel : *Ce Froment est un homme bien méprisable*. Que si vous m'objectez que c'est le directeur suprême lui-même qui vous a guidé et soufflé dans cette polémique de carrefour, alors je n'ai plus rien à répliquer. Cet ambitieux désappointé n'a qu'à subir les conséquences de la mauvaise action que lui a fait commettre la passion politique.

La tactique de votre *Messenger* à mon égard est double : il affecte non-seulement de me représenter comme un homme perdu de mœurs et d'honneur, il veut aussi me faire passer pour un sot, il me livre à son public, qui naguère encore était le mien, comme une espèce de crétin, comme un malheureux à placer sur l'échelle intellectuelle un peu plus bas encore que votre estimable propriétaire.

A ces attaques contre mon esprit je ne veux rien riposter. Je pourrais bien citer des lettres de vous et

de tous les membres de votre coterie, où des éloges chaleureux de mon talent contrasteraient singulièrement avec vos assertions d'aujourd'hui; mais, outre que ce serait trop long, ma modestie flamande répugne à chanter mes propres louanges, même au moyen des témoignages d'autrui. Je ne suis pas, moi, de ces fats littéraires, qui, comme votre nouveau collaborateur, en posant devant le public, disent : *Un homme comme moi!* et se délivrent de leurs propres mains un certificat de supériorité et de célébrité.

Moi, je suis de mon pays; j'ai la simplicité de croire que c'est au public, et non pas à moi ni à mes concurrents, de décider si je suis un homme intelligent ou un imbécile. Je m'en rapporte à son jugement, et je vous dirai entre nous, et au risque d'allumer encore davantage votre colère et celle de votre propriétaire, que si je consulte mes listes d'abonnement, j'ai tout lieu de supposer que le public ne me regarde pas comme aussi sot qu'il vous plaît de me faire.

Je sais d'ailleurs que :

Nul n'aura de l'esprit que nous et nos amis,

est l'éternelle devise des coteries, et je n'ai pas la prétention de corriger à mon profit la sottise humaine.

Avec vous je serai d'autant plus concis sur ce point, que vous ne l'avez guère touché qu'en passant, et que c'est spécialement à votre *honorabile collaborateur*, comme vous dites, que paraît avoir été dévolue la tâche de démontrer à la Belgique que je suis atteint de crétinisme.

Je ne romprai pas non plus beaucoup de lances avec ce singulier ouvrier en gazettes; vous le connaissez comme moi, depuis nombre d'années; vous savez qu'il a tout ce qu'il faut pour faire un homme de lettres, excepté un peu de littérature; que, dédaignant les routes battues, il n'a pas, comme vous et moi, perdu sottement plusieurs années de sa vie à se préparer un peu de bagage littéraire et scientifique; et que, novateur hardi, il s'est dit qu'en matière de journalisme l'axiome de la *Cuisinière Bourgeoise* : *Pour faire un civet de lièvre, il faut d'abord un lièvre*, n'est pas applicable. C'est à cet écrivain d'une si rare espèce qu'il vous plaît depuis quelque temps d'adresser les complimens les plus admiratifs. A ces coups d'encensoir je n'ai rien à redire; cependant vous les lui lancez avec une telle force que des hommes d'esprit soupçonnent que dans ces louanges, il pourrait bien y avoir un peu de malice et d'ironie.

Tel qu'il est, et quoiqu'il tende à transformer le *Messenger* en une véritable apocalypse, j'ai pour lui et pour ses jugemens beaucoup de déférence, je l'avoue. Car, après tout, ce serait un écrivain fort remarquable s'il savait l'orthographe; et, d'ailleurs, c'est un vétéran de la presse périodique; il a déjà eu une foule de journaux tués sous lui.

Je reçois donc son arrêt contre mes facultés intellectuelles en gardant le silence du respect, et ce n'est qu'en tremblant que j'en appelle devant le tribunal du public, d'une sentence lancée par une magistrature aussi redoutable.

Ici finissent vos injures contre la vie privée et vos

sarcasmes contre l'écrivain. J'ai maintenant à aborder vos attaques contre l'homme politique. Mais, comme ce chapitre ne sera pas court, permettez que je le renvoie à la prochaine lettre. J'ai, du reste, soit dit sans vous fâcher, à m'occuper de choses plus pressées et plus importantes que votre personne et votre commerce épistolaire. Vous m'excuserez donc de vous quitter si tôt aujourd'hui.

*Toujours à bientôt.*









